



SPÉCIAL ANTI-GUERRE
ET
ANTI-INTERVENTION US

— 16 pages —

Le N° 2 Fr. N° 266 5 décembre 1981 treizième année

la brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e internationale

éditorial

CONTRE LA POLITIQUE
DES USA
ET DE LEURS ALLIÉS,

CONTRE LE RÉARMEMENT
ET L'INTERVENTION EN
AMÉRIQUE CENTRALE

Plus des deux tiers de l'humanité souffrent de la faim. 50 millions de personnes sont mortes de famine l'année passée. Dans les pays développés, il y a plus de 16 millions de chômeurs. La bourgeoisie, afin de réduire les dépenses de son Etat, a redonné vie au spectre du démontage social.

Et, pendant ce temps, le gouvernement américain décrète une mesure de réarmement après l'autre. Après la bombe A et la bombe H, le monde devrait accueillir une bombe N, qui détruit la vie, mais laisse intactes les richesses à conquérir. En même temps, on construit les systèmes de lancement les plus chers — Cruise missiles, Pershing II, projet MX — pour pouvoir expédier ces engins de mort dans le monde.

Et toute cette opération est voilée et banalisée par l'évocation de la fantomatique supériorité soviétique.

suite page 3

NON À LA BOMBE ! NON AU RÉARMEMENT !



sommaire

EDITORIAL	
Contre la politique des USA et de leurs alliés	3
SOCIAL	
Hausse des loyers : au profit des banques	4
Imprimerie Studer : 80 emplois menacés	4
Temps de travail : qui a peur des femmes ?	5
La direction de la VPOD	5
Formation professionnelle : trop d'ouvriers non-qualifiés !	5
Rentiers AVS : petits vieux et gros richards	6
Genève : expulsion de locataires et violences policières	6
POLITIQUE	
Finances fédérales : la coalition gouvernementale l'emporte	7
Code pénal : à bas les lois liberticides	7
Notes politiques	7
DOSSIER	
Armement atomique, course aux armements : comment s'y opposer	8-9
FEMMES	
De quel mouvement des femmes avons-nous besoin (3)	10
INTERNATIONAL	
POLOGNE : "Imposer le contrôle social sur la production"	11
Les crocodiles pleurent avant d'attaquer !	11
ETATS-UNIS : le prix social du militarisme	12
EL SALVADOR : Les femmes dans la lutte révolutionnaire	13
La solidarité aux Etats-Unis	13
DOSSIER INTERNATIONAL	
! Cuba, si !	14-15
L'ÉVÈNEMENT	
AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBE : arrêtons le bras criminel de l'impérialisme américain	16

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte :	fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte :	fr. 45.-
une année, enveloppe fermée :	fr. 55.-
une année, étranger (Europe) :	fr. 80.-
Outre-mer :	prendre contact avec nous
abonnement de soutien :	fr. 100.-

Pour toute correspondance : La Brèche,
Rue de la Tour 8 bis, 1004 Lausanne
CCP 10 - 25 669

Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET
NOTRE POLITIQUE
VOUS INTERESSENT :

prenez contact

PARTI SOCIALISTE OUVRIER

Section suisse de la IV^e Internationale
Adresses des sections romandes et tessinoises

case postale 13, 2500 Bienne 4	(032) 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds	
case postale 59, 2800 Delémont 1	
case postale 28, 1700 Fribourg 6	
case postale 858, 1211 Genève 3	(022) 20 68 02
case postale 592, 1000 Lausanne 17	(021) 23 05 91
case postale 32, 2000 Neuchâtel 2	(038) 24 25 23
casella postale 225, 6901 Lugano	

notes... notes... notes... notes... notes... notes... notes... no

CAMPAGNE CONTRE LE RÉARMEMENT

Bâle : Du 1er au 18 décembre se dérouleront les "semaines pour la paix" bâloises sous le titre : "Non à la guerre". Elles sont organisées par une large coalition de mouvements pour la paix, antimilitaristes, étudiants et politiques, avec entre autres les POCH, le PSO, le PdT, les Cercles La Taupe et Uni-Brèche. Le programme comprend des films, des expositions et des débats, notamment avec un ex-général de l'OTAN, Nino Pasti, le vendredi 11, sur le thème des femmes et la paix. Notre camarade Hans Schultz du GIM (section allemande de la IV^e Internationale) a pris la parole lors de deux meetings le 1er décembre.

Zurich : Les étudiants organisent aussi une semaine pour la paix à l'Université. Dans ce cadre, le Comité Uni-Brèche avait demandé à l'administration de l'Université de pouvoir disposer d'une salle afin de tenir un meeting avec le camarade Schultz. Résultat : le meeting a été interdit à l'Université ! Cela n'empêcha pas le meeting de se tenir quand même, avec succès. La section du PSO et le Cercle La Taupe ont diffusé 45 000 tracts d'appel à la manifestation.

Bienne : Un appel à participer à la manifestation du 5 décembre a été lancé par des personnalités biennoises, dont Arthur Villard et Sylviane Zulauf. Le Cercle La Taupe organise une fête contre les menées de guerre et le réarmement le 12 décembre au Centre autonome.

Fribourg : A l'initiative du PSO et du Mouvement d'action non-violente, une réunion unitaire de mobilisation pour la manifestation du 5 décembre a réuni 13 organisations. Elle a décidé de distribuer largement (10 000 exemplaires) un tract unitaire et de publier un communiqué d'appel à la manifestation. Une action d'affichage a aussi été prévue. Il faut espérer que l'absence de représentants du PS fribourgeois sera rattrapée par une présence massive de ses membres à la manifestation nationale.

Genève : Convoquées par le PSO et le cercle La Taupe, 13 organisations politiques - PSO, PdT, PCE -, syndicales (SLP), anti-impérialistes et pacifistes ont décidé d'appeler unitairement à la manifestation du 5 décembre. Un tract a été diffusé à 15 000 exemplaires.

Les 13 organisations ont aussi décidé d'organiser le voyage à Berne : 6 cars ont ainsi été loués.

Pour sa part, le Cercle La Taupe a organisé une large campagne d'appel sur les collèges, avec stands d'exposition et tracts. Le Parti socialiste genevois n'a malheureusement pas pris part à la mobilisation (ses militants sont fatigués, d'après le secrétariat du PSG) et une partie du courant pacifiste a refusé de s'y joindre, les manifestations n'étant "qu'une forme... violente d'action"...

Lausanne : C'est près d'une douzaine d'organisations qui auront répondu à l'appel unitaire lancé par le PSO pour

mobiliser en vue de la manifestation du 5 décembre. Parmi elles, notons les organisations de l'immigration (PCE, PCI, ATEES, CLI) et de la gauche vaudoise (PSV, POP, PSO) ainsi que le Comité Uni-Brèche, le Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE), les antinucléaires et le Comité Nicaragua / El Salvador. Un tract a été distribué à 9 000 exemplaires.

Pour sa part, le groupe apprenti(e)s du SLP a organisé une soirée débat-film sur le thème de la course aux armements, alors que le syndicat "adulte" appelait ses membres à participer à la manifestation.

Notons enfin que le PSO organise le jeudi 10 décembre une assemblée-débat avec Michel Grenier (membre du CMLK) et Jacques Schneider (PSO) sur le thème de la course aux armements (à 20h.15, Salle des Vignerons, Buffet CFF).

JOURNÉES DE SOLIDARITÉ AVEC L'AMÉRIQUE CENTRALE

Plusieurs centaines de personnes auront participé à la semaine de solidarité avec l'Amérique centrale en Suisse romande.

A Genève, la salle du centre de loisirs de Meyrin était comble lors de la soirée du vendredi 20 novembre. Après la projection d'un film sur la lutte du peuple salvadorien, Olga Baires et un représentant du FDR salvadorien animèrent un débat très intéressant.

La suite de la discussion, dans une salle annexe, permit à Olga Baires de présenter la place des femmes dans la lutte révolutionnaire du peuple salvadorien.

A Bienne, à l'appel du Comité Nicaragua/Salvador, du Collectif socialiste féministe et de l'OFRA, avec le soutien des Magasins du Monde, du PSO, du PSR et du cercle La Taupe, une soixantaine de personnes assistèrent au meeting d'Olga Baires. Sa présentation et la discussion qui suivit furent politiquement très enrichissantes. A la sortie, une centaine de francs ont été récoltés.

Deux jours plus tard, une soirée "cinéma" réunit autant de participants. L'action de solidarité s'est ensuite poursuivie par une vente de café nicaraguayen par les Magasins du Monde.

A Fribourg, au centre des étudiants, le meeting de solidarité, organisé par les féministes socialistes, les femmes du Parti socialiste et le Comité Nicaragua/El Salvador, rassembla une quarantaine de personnes, en présence d'Olga Baires. La collecte permit de rassembler une centaine de francs.

A Lausanne, la conférence tenue par Olga Baires à la Librairie La Mauvaise Graine, où se pressaient une soixantaine de personnes, reçut un bon écho dans la presse locale. La soirée cinéma du vendredi réunit environ 150 personnes, alors que le débat du samedi soir, avec la participation d'une représentante du PS français et d'Olga Baires fut suivi par 300 participants environ. Plusieurs centaines de francs ont été donnés pour la solidarité.

LAUSANNE, ASSEMBLÉE-DÉBAT

**Course aux armements,
équilibre de la terreur,
comment lutter
pour la paix ?**

Avec **Michel Grenier**, pasteur, secrétaire romand du Mouvement international pour la réconciliation et membre du comité du Centre Martin Luther King (CMLK) et **Jacques Schneider**, avocat, membre du Bureau Politique du PSO

**Salle des Vignerons,
Buffet CFF,
jeudi 10 décembre 1981,
20h.15**

Pour quelques jours encore : SOLIDARNOŚĆ EN SUISSE

La délégation syndicale de Solidarność se trouvera le **jeudi 10 décembre à Genève** et y tiendra un meeting à 20 heures à la **Salle communale des Eaux-Vives**.

Elle sera le **vendredi 11 décembre à Fribourg**, au **Café des Grand'Places**, à 20h.15.

Des assemblées publiques se dérouleront aussi les 7 et 8 décembre à **La Chaux-de-Fonds**, **Delémont** et **Porrentruy**.

LA BRÈCHE - 16 pages - SPÉCIAL ANTI-GUERRE ET ANTI-INTERVENTION US

Pour ce dernier numéro de l'année - notre rythme de parution normal nous aurait fait paraître une deuxième fois en décembre juste avant Noël, période pénible pour les ventes militantes - nous avons réservé une large place aux articles traitant, d'une manière ou d'une autre, de la course aux armements, du militarisme et des risques d'intervention américaine en Amérique centrale. Avec, à la clé, 4 pages supplémentaires : de quoi remplir les longues soirées d'hiver jusqu'au 9 janvier 1982, date de la parution de la prochaine Brèche.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES!

LAUSANNE

Cabaret littéraire Le Guet,
Escaliers du Marché 5

du ma 15 au sa 19 déc., 21h.30 : **Marie Hofner** chante **Jean Villard-Gilles** et d'autres chansons. Au piano **Jean-François Monot**. Repas dès 19h., spectacle 21h.30. Réservations : 021 / 23 52 25.

Théâtre Boulimie, Place Arlaud
jusqu'au me 23 déc., 20h.45 (prolongation) (relâche di et lu) : **Ribuk**, spectacle d'humour de **Lova Golovtchiner**.

Cabaret-Théâtre des Faux-Nez
du je 10 au me 16 déc. : **Yvette Théraulaz**.
du je 17 au me 23 déc. : **Michel Bühler**.
Musée des arts décoratifs, Villamont 4
jusqu'au 31 janvier : **Miniatures populaires et art textile de l'Inde**. 10 à 12h. et 14 à 18h. ma aussi de 20 à 22h.

Tournée en Suisse romande de la Compagnie Présente qui joue **Un oiseau dans le plafond**, de Jean-Pierre Gos : **Saint-Aubin**

sa 12 déc., 20h.30, La Tarantule. Yverdon, je 17 et sa 19 déc., 20h.30, L'Echando.

CHEXBRES

Cinéma de la Grande Salle

à 20h.30 : ma 15, me 16 déc. : **Next stop Greenwich Village**, de P. Mazursky (USA, 1975). ve 18, sa 19 : **Le livre de la jungle**, de Walt Disney (USA, 1968), sa aussi à 16h. ma 22, me 23 : **Dark star**, de J. Carpenter (USA, 1974). ma 29, me 30 : **Gloria**, de J. Cassavetes (USA, 1980). ma 4, me 5 janvier : **Themroc**, de C. Faraldo (F, 1972). ve 8, sa 9 janv. : **Silent movie (La dernière folie)**, de Mel Brooks (USA, 1976), sa aussi à 16h. ma 12, me 13 janv. : **Les sept samouraïs**, d'Akira Kurosawa (Japon, 1954). Fr. 5.- et Fr. 4.-.

ORON-la-Ville

Cinéma d'Oron

à 20h.30. ve 18, sa 19 déc. : **Seuls**, de F. Reusser (Suisse, 1981). ve 18, sa 19 : **Excalibur**, de J. Boormann (GB, 1981).

GENÈVE

Grand Café du Grütli, 16 Gén. Dufour
dès le ve 11 déc. : **L'inconnue de l'Orient-Express**, par le Théâtre Mobile. Mise en scène Jean-Charles Simon.

Théâtre La Comédie

du ma 15 au sa 19 déc., 20h.30 : **Sophonisbe**, de Corneille par le Théâtre Populaire Romand (TPR). Mise en scène : Charles Joris.

Théâtre de Carouge

jusqu'au je 31 déc., 20h.15 (je à 19h., di à 17h., relâche lu) : **La Locandiera**, de Carlo Goldoni, par le Théâtre de Carouge, Atelier de Genève.

Théâtre Pitoëff

jusqu'au ve 11 déc., 20h.30, sa 12 à 17h. : **"Ihr, Ich und das Pianola"**, cabaret nostalgique, 1900-1940, de Robert Kreis, coproduction du Théâtre Pluriel et du Nouveau Théâtre de Poche. Loc. 28 68 20.

Le Caveau

jusqu'au sa 12 déc., 20h.30 (sauf di et lu) : **Abraham et Samuel**, de Victor Haïm.

Salle Simon Patiño, av. de Miremont 26
lu 14 déc., 20h.30 : **Kilina Cremona**, danse.

me 17 déc., 20h.30 : **musique persane**, **Dariussh Tala'i** (tar, setar) et **Djamchid Chemirani** (zarb) (Iran).

Cité-Ciné-Club : ma 8 déc., 20h. : **Casanova**, de Federico Fellini (I, 1976) - 22h.45 : **Les enfants du paradis** (1ère partie), de Marcel Carné (F, 1943) - ma 15 déc., 20h. : **Little Big Man**, de Arthur Penn (USA, 1971), 22h.15 : **Les enfants du paradis** (2ème partie) - ma 22, 20h. : **Le Christ s'est arrêté à Eboli**, de Francesco Rosi (I, 1978) - 22h.30 : **Air de Paris**, de Marcel Carné (F, 1954).

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes
tous les mercredi : **jam session**, entrée libre.

Et s'ils passent dans votre ville, ne manquez pas les films : **Lola, une femme allemande**, de Rainer Werner Fassbinder; **Coup de torchon**, de Bertrand Tavernier; **Bodas de sangre (Noces de sang)**, de Carlos Saura.

Lorry Ginal



CONTRE LA POLITIQUE DES USA ET DE LEURS ALLIÉS, CONTRE LE RÉARMEMENT ET L'INTERVENTION EN AMÉRIQUE CENTRALE

L'Occident devrait absolument développer son armement, s'il ne veut pas demain être livré aux pressions de l'ours russe, voilà ce que l'on entend à journées faites, de la droite bourgeoise jusqu'à la droite social-démocrate.

Ces mêmes Etats-Unis qui relancent cette course aux armements montrent aussi qu'ils pensent sérieusement à une guerre et en ont déjà désigné les adversaires et victimes potentiels. Les menées de guerre et la faim dans le monde sont étroitement liées. La misère du Tiers Monde est le résultat du pillage impérialiste; lorsque les masses essaient de s'en libérer, elles se font menacer de guerre par les pillards impérialistes.

En Amérique centrale, où les masses laborieuses, les paysans pauvres et les travailleurs, se sont soulevées contre leur misère, les Etats-Unis menacent d'intervenir militairement. Et ils n'en restent pas à la simple menace, mais envoient aujourd'hui déjà des troupes au Salvador, qui combattent au côté de la dictature sanglante. Ils menacent d'intervenir aussi contre le Nicaragua et l'île de Grenade libres et à nouveau contre l'Etat ouvrier cubain. Et tout cela est le fait de ceux qui prétendent qu'ils doivent réarmer pour ne pas disparaître!

Même le dernier discours prétendu apaisant du président Reagan fait partie de cette offensive. Sous le tintamarre des bravos de la presse capitaliste mondiale, il a proposé à l'Union soviétique de désarmer, afin que les Etats-Unis n'aient pas à réarmer. Bizarrement, cela s'appelle la politique de paix des USA. A part le terme de paix — cette paix que le ministre américain des affaires étrangères, Haig, considérait comme faisant partie des choses de peu d'importance — il n'y a là rien qui puisse être considéré comme une concession au mouvement mondial pour la paix. Pour le prouver, les Etats-Unis ont voté, la semaine même où Reagan tenait son discours, le plus gros budget militaire depuis la deuxième guerre mondiale.

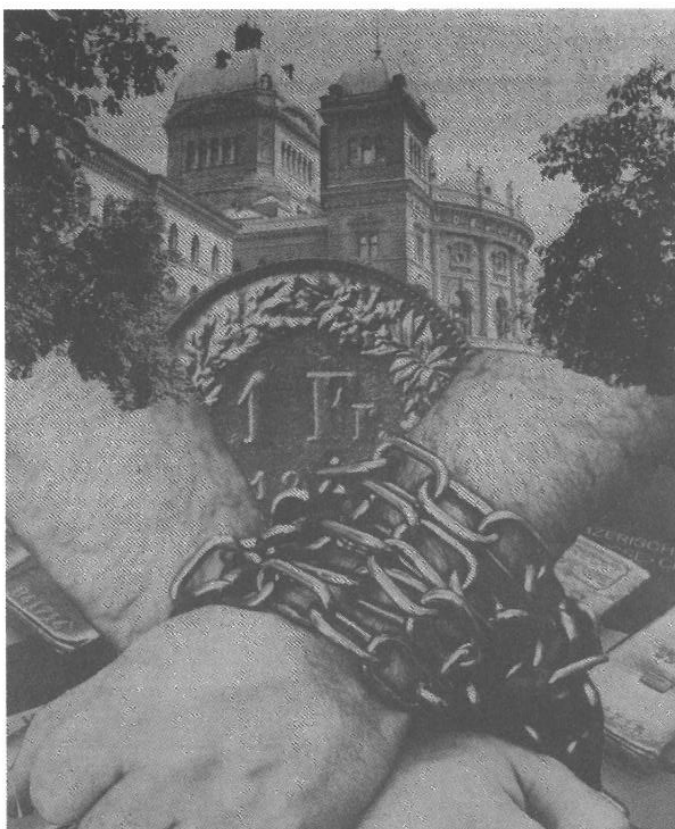
Et qui les applaudit, les loue et surtout les soutient? La bourgeoisie du monde entier, qui bravement se lance aussi dans la course aux armements. La bourgeoisie suisse ne fait pas exception. Les dépenses militaires sont en hausse pour mieux défendre le profit et les banques, alors que le démontage social est en route. Les conseillers fédéraux Honegger, du Parti radical, et Aubert, du Parti socialiste, ont déjà officiellement brûlé un cerge à la politique belliste des Etats-Unis.

Il est donc plus que temps qu'en Suisse aussi, nous nous défendions en ralliant le mouvement — de plus en plus fort — contre l'armement et les menaces pesant sur la libération sociale des peuples.

Le mouvement ouvrier ne pourra pas faire un seul pas de plus vers la liberté si les fauteurs de guerre réussissent à imposer leur diktat. Le PSO, section suisse de la IVe Internationale, appelle donc à manifester massivement ce 5 décembre à Berne. Il appelle en particulier nos syndicats et le PS à ne pas s'embarquer sur le même bateau que la bourgeoisie, mais à rejoindre les rangs du mouvement pour la paix.

**Contre la bombe N et les missiles Cruise et Pershing !
Désarmement immédiat de l'OTAN !
Pas une seule arme atomique en Europe, du Portugal à la Pologne !
Non à l'intervention US en Amérique centrale !
Soutien aux mouvements révolutionnaires !
Des crédits sociaux, pas des canons !**

Bureau Politique du PSO



Un vote qui lie encore plus les travailleurs au char financier de l'Etat bourgeois. Avec les remerciements de Willi Ritschard.

Finances fédérales :

La coalition gouvernementale l'emporte

La prorogation du régime financier de la Confédération a donc été acceptée par 818 324 oui contre 368 636 non. Il s'agit d'une majorité acceptante des deux-tiers des votants et de l'ensemble des cantons. Ce résultat doit être relativisé au vu de la participation électorale qui a atteint seulement 29,8 o/o, ce qui est très bas (voir notre encart).

La coalition l'emporte — une victoire pour la droite

Les quatre grands partis de l'Assemblée fédérale s'étaient prononcés en faveur de la prorogation et de la modification du régime financier : Parti socialiste suisse, Parti radical, Parti démocrate-chrétien et Union démocratique du Centre. Les opposants venaient de la gauche (POCH, PSA, PdT et PSO) et de la droite, essentiellement l'Alliance des indépendants et les milieux autour d'Otto Fischer (arts et métiers).

L'entente entre les quatre grands a été rendue possible, grâce aux concessions significatives faites par le PSS (Parti socialiste suisse) et l'USS (Union syndicale suisse), sous la houlette du ministre socialiste des finances, Willi Ritschard. La NZZ écrit : "Les sociaux-démocrates et les grands syndicats ont également mis du leur, ils ont aussi fait des concessions, en particulier en acceptant une modification — limitée — de la charge fiscale au détriment des impôts directs et au profit des impôts indirects". C'est la première fois qu'un projet fiscal prévoyant une hausse de l'impôt indirect — l'ICHA (impôt sur le chiffre d'affaires) — n'est pas lié à une augmentation parallèle pour les hauts revenus des taux d'imposition sur l'impôt direct — l'IDN (impôt pour la défense nationale). Il s'agit là sans aucun doute d'une victoire politique pour les partis bourgeois, car ainsi ils font admettre l'idée, déjà présente lors de deux projets rejetés de la TVA, que l'imposition directe doit reculer au profit de l'imposition indirecte. En d'autres termes, la pression fiscale doit augmenter proportionnellement plus sur les revenus des salariés, que sur la fortune, les profits et les hauts revenus.

Des salariés mécontents

L'entente entre les quatre

UN ABSTENTIONNISME RAREMENT ATTEINT

La participation au vote du week-end des 28/29 novembre 1981 a été l'une des plus faibles de l'histoire de la Confédération. Le record de l'abstentionnisme a été réalisé en 1972 : le 4 juin de cette année, 26,7 o/o des citoyens s'étaient déplacés pour voter sur les arrêtés concernant la surchauffe dans le bâtiment et la protection de la monnaie. Le 4 mars 1973, l'article sur l'enseignement et la recherche a déplacé 27,5 o/o de l'électorat et le 2 mars 1975, 28,4 o/o ont participé au vote sur un premier projet d'article conjoncturel. La votation des 28/29 novembre est la quatrième à enregistrer une participation inférieure à 30 o/o.

grands a également évité une pleine compensation de la progression à froid qui touche avant tout les salariés de condition moyenne. Cela a suscité, d'ailleurs, quelques remous au sein des organisations de cols blancs, traditionnellement liées au Parti radical, mais qui cette fois rechignent à suivre. Ces tensions entre le Parti radical et l'un de ses secteurs de base traditionnels sont également liées à un autre projet des quatre grands, à savoir la loi sur le 2ème pilier, acceptée par le PSS et l'USS. Il est certain que ce mécontentement s'est traduit par une abstention électorale, car les seules organisations qui auraient pu véritablement, dans la conjoncture actuelle, susciter une alternative et provoquer une participation électorale de ces couches étaient le PSS et l'USS. En menant une campagne forcée pour l'acceptation du projet, elles se sont privées de cet atout.

Enfin, mais ceci a aussi son importance, la politique de changement menée par Willi Ritschard

(cf. La Brèche no 265 du 21. 11. 1981) a certainement eu pour effet de réduire la participation électorale de nombreux salariés.

Le mouvement ouvrier sort affaibli

Que va-t-il maintenant se passer? Tous les partis bourgeois ont réagi au résultat en souhaitant de nouvelles économies et en annonçant leur refus plus ou moins net de la création de nouvelles recettes fiscales. Des motions sont déjà déposées pour réclamer un deuxième paquet d'économies, une élimination de la "taxe occulte" dans l'ICHA, sans parler des projets du Conseil fédéral prévoyant une nouvelle répartition des tâches entre les cantons et la Confédération. Cette nouvelle répartition devrait permettre à la Confédération de faire de nouvelles coupes dans les dépenses sociales sur le dos des salariés et des cantons. On annonce également une nouvelle loi sur les subventions qui s'accompagnera, sans aucun doute, de mesures d'économies.

Le PSS a annoncé qu'il continuait le combat pour ses projets en matière de fraude fiscale, d'impôts sur les avoirs fiduciaires des banques, sur les poids lourds, pour une augmentation des dépenses sociales, etc... En même temps, Willi Ritschard a réaffirmé les projets d'économies du Conseil fédéral. Quelle est la crédibilité de cette politique de reculs successifs, que certains au sein du PSS qualifient par euphémisme de "réformes à petits pas"? Ce n'est en tout cas pas cette politique qui pourra permettre au mouvement ouvrier de se renforcer, de gagner de nouveaux secteurs des salariés, de devenir une alternative qui puisse susciter une croissance électorale des partis ouvriers de la même ampleur que celle qu'ont connue les PS français et grec.

Il faudra bien, toutefois, que le PSS se décide une fois ou l'autre à rompre avec cette politique de coalition, s'il ne souhaite pas que le mouvement ouvrier s'affaiblisse encore plus.

J. Schneider



notes... notes...

IMPRIMERIE STUDER,
GENÈVE :

80 emplois menacés !

Les 80 travailleurs de l'imprimerie Studer SA à Genève ont assez attendu : l'entreprise, en sursis concordataire depuis le 20 octobre à la suite d'une mauvaise gestion de son ancien patron, n'a pas trouvé de nouvel acheteur. Le Conseil d'Etat, sous l'égide du radical Borner, n'entend rien faire. Le Syndicat du Livre et du Papier (SLP), l'Union Suisse des Lithographes (USL) et la Commission du Personnel ont donc pris position publiquement lundi 30 novembre.

En juin dernier, le personnel avait accepté un accord de chômage partiel à condition qu'aucun licenciement ne soit opéré. Le patron, M. Kaplun, n'arrivait plus à verser les salaires ! L'un de ses principaux clients n'avait pas remboursé ses dettes et lui-même s'était engagé dans d'autres affaires... Suite à l'accord, les travailleurs durent cependant intervenir à plusieurs reprises pour faire verser les salaires et Studer fut alors contrainte au sursis concordataire. Mais depuis, les commissaires du sursis, dépendants de l'Etat, n'ont pas trouvé acheteur.

Le patronat des arts graphiques — qui garde une dent contre le patron de Studer qui avait cassé les prix — et les banques ne sont en effet pas prêts à payer les dettes de M. Kaplun. Intervenant alors auprès du Conseil d'Etat, les syndicats se sont vu répondre par M. Borner qu'il ne fallait pas compter sur une aide de l'Etat et attendre de "voir se préciser le sort de l'entreprise". En l'absence d'acheteur, ce langage est clair : ce sera la faillite, avec une indemnisation, "la meilleure possible", pour les travailleurs, qui n'en sont pas responsables ! De plus, pour le tiers de frontaliers employés par Studer, ce sera le chômage en France, M. Borner proposant simplement de bloquer leur entrée !

Pourtant l'entreprise est viable et l'emploi des travailleurs n'a pas à subir les conséquences de querelles patronales. Studer a même donné naissance à 4 nouvelles sociétés (Diplaste, fabrique de clichés, BCK et Tricorne, maisons d'édition, Aloma, imprimerie où Studer détient 49 o/o du capital). A juste titre, les travailleurs de Studer se fondent sur ces données pour exiger immédiatement la garantie de leur emploi par couverture financière de l'Etat. M. Borner leur a répondu qu' "il ne pouvait pas gaspiller les fonds des contribuables" dans une telle opération. Or l'entreprise est estimée à 12 millions et l'Etat de Genève vient de recevoir 7 millions de rétrocessions fiscales d'un fraudeur professionnel condamné aux Etats-Unis !

La défense de l'emploi chez Studer exige donc une intervention de tout le mouvement ouvrier pour que l'Etat intervienne et assure le maintien de l'entreprise. Les travailleurs n'ont pas à payer les pots cassés par la concurrence !

M. Thévenaz, 1er déc. 1981

Hausse du taux hypothécaire et des loyers :

Au profit des banques

Une nouvelle augmentation du taux hypothécaire a été annoncée pour 1982. Les loyers vont donc augmenter dans la proportion connue de 7 o/o pour chaque demi-pourcent de hausse du taux de l'intérêt hypothécaire. Les banques ont expliqué qu'elles ont été contraintes de procéder à cette hausse, car elles ne recevraient plus assez d'épargne, dont le taux d'intérêt est bas, pour pouvoir financer des hypothèques à bon marché. Cela n'est que très partiellement vrai. L'autre raison est à rechercher dans la politique des banques visant à maintenir un taux de l'épargne aussi bas que possible, afin d'accroître la marge entre le taux hypothécaire et le taux de l'épargne.

Même la Neue Zürcher Zeitung (NZZ) a pu qualifier la différence entre l'intérêt de 3 o/o offert aux petits épargnants et celui de 9 o/o accordé aux gros prêteurs "... d'injustice de premier rang". Ceci alors qu'un taux d'inflation de 7 o/o dévaluait les avoirs des petits épargnants de 4 o/o par année ! Pas étonnant dès lors que de nombreux petits et moyens épargnants en aient assez et abandonnent les livrets d'épargne et comptes-salaire au profit d'avoirs mieux rémunérés, comme les obligations de caisse, etc.

Il est vrai que les 71 banques qui entrent dans la statistique ont vu le total du montant de l'épargne diminuer, de 1979 à 1981, de 75,4 milliards de francs à 69,3 et celui des livrets de dépôts et carnets d'épargne passer de 21,3 milliards de francs à 19,2. A ces différents dépôts à faible rendement et s'élevant au total à 88,5 milliards de francs correspondait un total de 96 milliards de francs de prêts hypothécaires, financés dans leur quasi-totalité par l'épargne.

Si les banques avaient augmenté les taux d'intérêts sur les livrets d'épargne, comptes-salaire, etc. de 3 o/o à 4,5 o/o (par exemple), elles auraient pu éviter dans une large mesure cette diminution du volume de l'épargne; elles pourraient le faire même encore aujourd'hui, car ce genre de placements possède des avantages attractifs pour le petit épargnant. Les banques pourraient également stabiliser les intérêts hypothécaires à 5,5 o/o (les nouvelles hypothèques coûtent déjà 6,5 à 7,2 o/o !) si elles se contentaient, comme dans le temps, d'une diffé-

rence de 1 o/o entre le taux de l'épargne et le taux hypothécaire. C'est pourtant précisément là où la chatte a mal au pied !

Le cartel des banques

La politique des banques en matière de taux d'intérêts s'élabore de façon cartellaire. De 1973 à 1978 les banques furent soumises, en tant qu'organisations à caractère cartellaire, à la surveillance des prix, qui à plusieurs reprises refusa ou diminua des hausses de l'intérêt hypothécaire. Alors que d'autres secteurs économiques durent comprimer — ou ne pas augmenter — leurs marges par suite du refus de certaines hausses de prix, les banques purent procéder autrement. Elles prirent prétexte du contrôle des prix pour s'enrichir sur le dos des petits et moyens épargnants, en écrasant les taux d'intérêts de leurs avoirs.

Du début du siècle jusqu'à 1975, la différence (la marge) entre l'intérêt accordé aux épargnants et celui qui était exigé des emprunteurs hypothécaires a toujours été située autour de 1 o/o. En 1976, cependant, les banques doublèrent cette marge, qui passa à 2 o/o et n'est plus redescendue depuis lors. En tenant compte d'une dette hypothécaire de 140 milliards de francs, ce pourcentage supplémentaire représente une somme supplémentaire de plus de 1 400 millions (soit 540 francs par ménage et par année) extorquée par les banques aux locataires et aux propriétaires fonciers !

Il n'y a aucune raison valable justifiant cette augmentation des marges bénéficiaires des banques, si

ce n'est les pertes subies dans des opérations spéculatives douteuses, la multiplication de "services spéciaux" inutiles, les dépenses pour de luxueux palais bancaires. Les banques devraient par conséquent ramener leur marge à 1 o/o.

Hausse des loyers et pénurie de logements : produits de la propriété privée du sol

La cause fondamentale des hauts loyers et de la pénurie de logements ne réside toutefois pas dans le montant de l'intérêt hypothécaire. Son augmentation stimule celle des loyers et des profits des banques. Cependant, en comparant la situation en Suisse avec celle d'autres pays,

on doit constater que l'inflation et l'intérêt hypothécaire restent relativement modérés. Les différences extrêmes que l'on constate sur le marché entre les anciens logements et les nouveaux trouvent leur origine dans la propriété privée du sol, qui vu son exigüité en Suisse, conduit à une spéculation effrénée et à une hausse du prix du sol qui dépasse de très loin le montant de l'inflation. Même les coûts élevés de la construction proviennent du morcellement du sol en autant de parcelles privées, empêchant la construction par grands ensembles. Il reste à voir si la nouvelle initiative sur la propriété du sol introduirait un changement, au cas où elle serait acceptée.

Georges Kestenholz



Les décisions de congrès : du blabla...

Lors du congrès fédératif de 1979, plusieurs sections demandèrent que la VPOD devienne active sur le thème des 40 heures et sur d'autres revendications urgentes. Le Comité directeur répondit alors en présentant au congrès un gigantesque texte, les "lignes directrices pour la conduite des mouvements", qui contenait des dizaines de revendications importantes, sans que ni les priorités, ni les moyens d'actions pour les réaliser ne soient mentionnés, ce qui aurait pourtant été nécessaire pour mobiliser les membres.

Un chapitre entier des "lignes directrices" était consacré à la diminution du temps de travail. Depuis lors la direction de la Fédération n'a pas seulement rien entrepris pour réaliser cette revendication; elle fait mieux encore : au moment où une partie des membres du syndicat, les femmes, se décident à agir, elle le leur interdit !

Laisser la bourgeoisie en paix

Même si l'on trouve des membres du rang dans le Comité directeur, sa politique est largement déterminée par les secrétaires, qui tiennent bien en main les rênes du syndicat. Cette couche de fonctionnaires a fondé sa politique sur deux piliers ces dernières années :

- sur la politique parlementaire de la social-démocratie, négociant des compromis avec la bourgeoisie et qui permet de distribuer aux membres du syndicat postes et carrières dans l'administration;

- et sur la négociation d'augmentations salariales pour les catégories d'employés sur lesquelles s'appuie la VPOD, le plus souvent au détriment des autres couches de salariés.

Cette politique laissa en paix la bourgeoisie et fit en conséquence l'économie d'une mobilisation des membres du syndicat.

La revendication de la semaine de 40 heures et la proposition de mobilisation des femmes vont clairement dans une autre direction. Elles concernent surtout les couches touchées le plus durement par la politique offensive de l'Etat et qui — en partie à cause de la négligence de la VPOD, surtout dans le secteur hospitalier — ne sont pas encore organisées syndicalement. La revendication et la pétition ne jouent toutefois pas les différentes catégories des salarié(e)s de la fonction publique l'une contre l'autre, mais les unissent dans une mobilisation commune. Une pétition et une première activation pour la semaine de 40 heures passent donc mal dans une politique de paix avec la bourgeoisie, au moment où l'Etat veut économiser sur le dos des salarié(e)s.

De manière passablement antidémocratique, la décision de la Conférence féminine a donc été repoussée du pied. La Conférence féminine, par ses votes et son élection démocratiques de ses délégué(e)s, représentait effectivement les 7000 femmes environ de la Fédération. Le Comité directeur ne prit même pas la peine d'entendre une représentante de la Commission féminine, mais décida en seigneur et maître ¹⁾.

Les femmes ? Pour servir le thé, oui, mais comme militantes actives...

Les femmes ont souvent payé, en particulier dans le secteur public, la facture de la politique de la direction syndicale. Elles sont majoritairement dans les catégories les moins bien payées, là où les conditions de travail sont les plus dures. En période de boom économique,

Les 23 et 24 octobre, la troisième conférence féminine nationale de la VPOD décidait un programme de travail pour la réduction du temps de travail et contre le blocage du personnel (cf. La Brèche no 264 du 7. 11. 1981). Dans ce programme, deux éléments importants : une campagne d'explication interne au syndicat sur l'importance de la semaine de 40 heures pour les femmes et le lancement d'une pétition adressée aux autorités communales, cantonales et fédérales pour l'introduction des 40 heures et contre le blocage du personnel.

Selon les statuts, le Comité directeur de la Fédération devait ratifier ces décisions, puisque la Conférence féminine n'a qu'un caractère consultatif. Dans sa séance des 13 et 14 novembre, il a froidement décidé d'interdire la pétition et a coupé les ailes à la campagne interne.

Conférence féminine nationale de la VPOD et 40 heures :

Qui a peur des femmes ? La direction de la VPOD



Une démocratie syndicale dont la direction de la VPOD n'a pas voulu.

cette direction n'avait pas encore à tenir compte de ces forces.

Mais, les femmes sont aussi moins imprégnées par les effets de décennies de paix sociale, puisque les princes de la bureaucratie les ont tout simplement ignorées et oubliées.

Aujourd'hui, alors que la bourgeoisie durcit le climat social, la direction syndicale cherche de nouveaux poids à jeter dans son plateau de la balance. Voilà la raison du recrutement des femmes. Mais pas question pour autant de modifier

l'ancienne ligne et de troubler la digestion de la direction.

Messieurs les secrétaires seraient très heureux de voir des milliers de femmes servir le thé dans les réunions syndicales, mais ils tressaillent et recourent aux interdictions lorsque les femmes cherchent à réactiver le syndicat.

Qui porte tort au syndicat ?

Dans la situation actuelle, où la bourgeoisie durcit le ton, on ne peut éviter la nécessité d'activer la

base syndicale et y gagner de nouvelles couches, si l'on veut subsister. Et lorsque l'on choisit les moyens de cette réactivation, il faut aussi penser à l'état dans lequel se trouve le syndicat aujourd'hui ainsi qu'aux méthodes permettant de gagner ces nouvelles couches.

La Conférence féminine a fait sur ce point des propositions tout à fait réalistes. Par une simple brochure d'explication, tous les membres — hommes et femmes — devaient être convaincus de l'importance de la réduction du temps de travail et de la nécessité d'agir dans ce sens.

La pétition devait permettre de réaliser un premier pas vers l'extérieur, ne débouchant toutefois pas sur un affrontement dès l'abord si dur que les forces — encore peu expérimentées — engagées en ressortent brisées. Elle donnait toutefois la possibilité de gagner de nouvelles forces autour de cette revendication et donc de renforcer le syndicat face à la bourgeoisie.

En refusant purement et simplement ce moyen, sans avancer d'autres propositions, le Comité directeur prend une lourde responsabilité. Mais ce n'est pas lui qui en fera les frais, mais bien les militant(e)s syndicaux et l'ensemble du mouvement ouvrier. Les femmes les plus actives sont ainsi bloquées et handicapées dans leur volonté de construire le syndicat, ce qui peut très rapidement conduire à leur démotivation. Mais sans elles, comment gagner et stabiliser de nouvelles femmes au syndicat ?

Mais, même sur le fumier, les fleurs finissent par pousser

Dans une situation bloquée comme celle-ci, toute fuite en avant est sans issue. La direction du syndicat et même quelques militantes syndicales découragées, l'ont déjà entamée. Au lieu de débattre de revendications concrètes et des moyens de leur réalisation, on fait du radicalisme en l'air. Mais à quoi cela sert-il de pouvoir lire dans les journaux bourgeois et syndicaux des titres ronflants comme "la VPOD pour les 35 heures" quand simultanément le moindre petit pas en direction des 40 heures est bloqué ? A rien, sinon à faire apparaître le syndicat comme une réunion de grandes gueules incapables de réaliser le premier mot de leurs vantardises.

Le congrès de la VPOD de 1982 ne pourra plus simplement essayer de rattraper, par de nouvelles "lignes directrices" — même au travers de revendications maximales — ce qui a ainsi été détruit par le Comité directeur. Aujourd'hui il s'agit de poursuivre ce que les femmes ont, à juste titre, commencé : une discussion sur les moyens pour réaliser nos revendications; et continuer aussi le travail avec les commissions féminines nationale et locales en direction de l'objectif qui apparaît prioritaire aux femmes — et à d'innombrables hommes — la semaine de 40 heures et la levée du blocage du personnel.

Pour poursuivre cette lutte, qui n'a pas pour objectif la direction de la VPOD, il faudra toutefois savoir utiliser tous les moyens que celle-ci ne bloque pas encore et rouvrir l'accès aux autres dans la lutte pour la démocratisation du syndicat.

E. L. / F. O.

¹⁾ Cette étonnante application de la démocratie est encore amplifiée par l'organisation syndicale faïtière, l'USS, qui rendant compte de la Conférence dans son service de presse passa simplement sous silence la décision de lancer une pétition, bien qu'elle constituât le point fort de cette assemblée. Les membres de l'USS n'ont visiblement pas besoin de connaître les bonnes propositions faites par les femmes de la VPOD.

ARGUMENTS



Formation professionnelle :

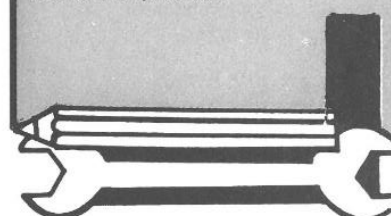
TROP D'OUVRIERS NON QUALIFIÉS !

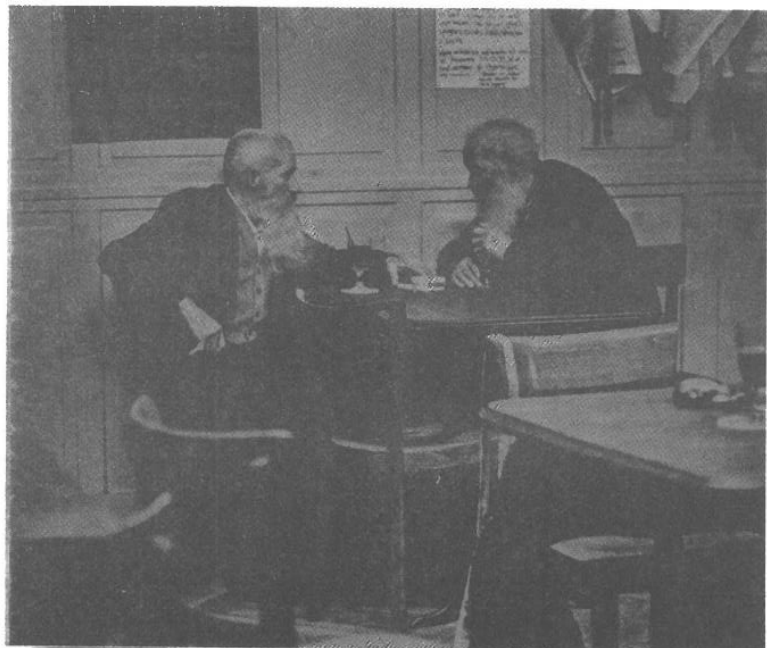
C'est ce qui ressort d'une enquête de l'Office fédéral de l'Industrie et des Arts et Métiers (OFIAMT) parue récemment. "On constate que les groupes qui ont le plus manqué de main-d'œuvre qualifiée sont l'industrie du papier, celle de l'habillement ainsi que celle des métaux et machines. Par contre, les chefs d'entreprise ont signalé dans une mesure accrue des effectifs excédentaires de main-d'œuvre non qualifiée." (Journal de Genève, 1. 12. 1981).

Le voilà, le premier résultat de la nouvelle loi sur la formation professionnelle, que nous n'avons cessé de combattre parce qu'elle généralise les apprentissages au rabais, les formations sans qualification ni débouché !

Une enquête patronale des arts graphiques, réalisée en 1979, signale dans le même sens : "Sur la base des contrats d'apprentissage conclus, on ne peut compter dans les prochaines années qu'avec quelque 570 clôtures d'apprentissage en moyenne. Le manque annuel s'élève à 380 ouvriers qualifiés". Tenant compte des modifications structurelles en cours dans les arts graphiques, qui tendent à éliminer les anciennes qualifications au profit de nouvelles, la même enquête patronale souligne : "A cause d'un emploi de machines et d'appareils toujours plus rationnels et sophistiqués dans pratiquement tous les secteurs de la production, le besoin en personnel qualifié dans le domaine de la préparation du travail augmentera déjà à brève échéance. Le recrutement du personnel dans ce secteur pourra se faire non seulement dans les rangs des employés qualifiés compétents des différentes branches de l'industrie graphique, mais aussi dans d'autres branches étrangères et le secteur de l'informatique". A cet effet, le patronat des arts graphiques propose déjà de modifier la formation dans les professions des arts graphiques.

Est-ce à dire que le patronat va offrir davantage de places d'apprentissage qualifiées ? Rien n'est moins sûr ! Il va simplement continuer à trier sur le volet, en fonction de ses besoins. Et pour pouvoir trier, il a tout avantage à maintenir un volant de jeunes moins ou pas qualifiés, qu'il peut éventuellement former "sur le tas". Il en sera ainsi tant que la formation, l'acquisition d'une qualification, seront soumises aux lois du marché du travail, c'est-à-dire à une place chez un employeur. Contre cette logique, qui fait dépendre l'avenir des jeunes non de leurs capacités mais des places disponibles, il est urgent d'ouvrir des ateliers publics d'apprentissage et de recyclage qui permettent à chacun d'acquérir une formation qualifiée.





La majorité des rentiers les plus pauvres vit à la campagne.

...NOTES ... NOTES ... NOTES ... NOTES ... NO



"A trois, on le balance et on sort nos flingues."

GENÈVE :

EXPULSION DE LOCATAIRES

Mercredi matin, 25 novembre, des policiers en grand nombre ont investi le quartier de St-Gervais pour évacuer par la force des appartements occupés aux 8 bis et 10 rue de Coutance. Cinq appartements en bon état ont ainsi été murés et saccagés sur l'ordre des propriétaires.

Le Parti Socialiste Ouvrier (PSO) proteste contre ce nouveau coup de force policier et des milieux immobiliers. Passé les élections, c'est la seule réponse que les autorités et les partis bourgeois sont capables de donner à la crise du logement.

Le PSO exige que les appartements laissés délibérément vides dans la cité soient reloués dans les plus brefs délais, que le Conseil d'Etat prenne enfin des mesures sérieuses pour assurer le droit au logement et qu'il soit mis fin immédiatement aux interventions musclées de la police en matière d'évacuation et de démolitions abusives. Le PSO soutient les relocations forcées d'appartements.

... ET VIOLENCES POLICIÈRES

Le PSO proteste énergiquement contre le nouvel acte inqualifiable de violence policière qui s'est déroulé jeudi soir 27 novembre à l'issue d'une manifestation de locataires. Un policier a ouvert le feu d'une manière totalement irresponsable, blessant un jeune homme, qu'il aurait tout aussi bien pu tuer. C'est la conséquence inévitable de la présence régulière et provocatrice de policiers en civil dans toutes les manifestations. La police s'attaque ainsi, de fait, au droit de manifestation. Le PSO exige que le Conseil d'Etat fasse cesser cette pratique antidémocratique. Le PSO considère enfin que cet événement est une raison de plus pour ne pas confier des pouvoirs spéciaux aux policiers et donc de refuser la nouvelle loi cantonale sur la police. Il appelle l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques à riposter à cette nouvelle atteinte aux droits démocratiques.

PSO, Genève

Une nouvelle étude sur la situation des rentiers AVS :

Petits vieux et gros richards

13 septembre 1979 : le docteur W. Schweizer de l'Institut de sociologie de l'Université de Berne donne une conférence de presse. Peu avant les élections nationales, il présente les premiers résultats de son étude, financée par le Fonds national de la recherche scientifique, sur la "situation économique des rentiers en Suisse". Il fait les gros titres de la presse : bénéficiant d'un revenu annuel moyen de 29 000 francs et d'une fortune moyenne de 190 000 francs, le rentier suisse se porte bien et le développement de la prévoyance vieillesse n'est pas nécessaire.

17 novembre 1981 : le professeur Gilliland de l'Université de Lausanne tient une conférence de presse. A partir des mêmes données que celles de Schweizer — et dans une étude également financée par le Fonds national — il présente une autre analyse de la situation des rentiers qui fait apparaître si clairement les inégalités entre rentiers que même la presse bourgeoise ne peut éviter de titrer : "le bien-être est très inégalement réparti entre les rentiers".

A partir de la présentation résumée de l'étude de Schweizer, les groupes de pression patronaux et la presse bourgeoise menèrent une grosse campagne sur le "haut degré de pondération" de la répartition du revenu et de la fortune en Suisse, que seuls les partisans d'un "égalitarisme extrémiste" pouvaient contester.

Des slogans à la réalité sociale

L'étude de Gilliland montre aujourd'hui la réalité d'une répartition extrêmement inégale. Un cinquième des rentiers et rentières végète, en 1976, avec un revenu mensuel de moins de 1 000 francs. Depuis lors, leur situation s'est modifiée dans une mesure similaire à celle des rentes AVS, puisque dans cette catégorie, l'AVS (y compris les rentes complémentaires) constitue la presque totalité du revenu. A l'autre bout de l'échelle, 10 o/o de riches vieillards, avec des revenus mensuels moyens de plus de 8 000 francs, monopolisent le 34 o/o des revenus des personnes âgées.

Les différences sont encore plus crasses en ce qui concerne la fortune : les 10 o/o "supérieurs" en possèdent plus de la moitié (53 o/o), les 20 o/o "inférieurs" ensemble quasiment rien (3 o/o). Alors que les impôts sur le revenu adoucissent un peu l'inégalité, les impôts sur la fortune, si faibles en Suisse, ne modifient pas grand-chose à la répartition de la fortune.

Les plus riches et les plus pauvres

Le rapport complet de Schweizer contient des résultats d'enquête intéressants sur la situation concrète

des rentiers et des rentières. Selon ces données, les rentiers les plus pauvres se trouvent majoritairement dans les classes d'âge au-dessus de 75 ans; les 3/4 en sont des femmes, presque tous et toutes sont veufs/veuves ou célibataires, et vivent en majorité à la campagne (de très nombreux domestiques ou servantes de ferme). Un cinquième est hospitalisé ou dans un hospice. Dans leur vie active, ces rentiers étaient majoritairement des travailleurs non qualifiés, des petits paysans ou autres petits "indépendants". Les sept dixièmes d'entre eux se disent "satisfaits" de leur sort.

En ce qui concerne les 5 o/o de rentiers les plus riches, ils ont, pour les trois quarts, moins de 75 ans, ils sont à 80 o/o marié(e)s et un quart travaille encore. Professionnellement, ils étaient ou sont encore patrons ou indépendants (45 o/o), hauts fonctionnaires (20 o/o), le reste étant composé d'enseignants, de paysans et d'autres. Presque tous sont "satisfaits" ou "très satisfaits" de leur situation.

Le fait que parmi les plus pauvres se trouvent de nombreux vieillards ne doit pas induire en erreur : même parmi la couche des moins de 75 ans, il y a des dizaines de milliers de rentiers qui doivent vivre avec des revenus mensuels de moins de 1 000 francs par mois et cela sera aussi le cas parmi les futurs rentiers de ces prochaines années. Le deuxième pilier obligatoire n'apportera aucune amélioration de leur situation matérielle; cela ne pourra se produire que par une augmentation des rentes AVS.

Georges Kestenholz

L'ESCROQUERIE POPULAIRE DE 1972

Nous avons souvent dit du deuxième pilier de la prévoyance vieillesse, survivants et invalides (affiliation obligatoire aux caisses de pension) qu'il était une escroquerie populaire, désignant ainsi surtout la très mauvaise relation entre les cotisations et les prestations qu'il instaure. Mais l'escroquerie va beaucoup plus loin, comme l'a montré une journée d'étude de la SA pour les Publications économiques, tenue à Bâle et consacrée aux "problèmes actuels de l'assurance sociale".

La "Basler Zeitung", dans son compte rendu, rapporte les propos d'un des rapporteurs, le conseiller aux Etats Bürgi, qui traitait des difficultés à tenir les promesses faites lors de la votation populaire de 1972 sur l'article constitutionnel :

"Pourquoi le Conseil fédéral alla-t-il alors si loin ? Il voulait couper l'herbe sous les pieds de l'initiative du PdT (pour de véritables retraites populaires). A ce propos, le conseiller aux Etats Bürgi fit une révélation remarquable, en dévoilant un secret tu durant près de dix ans. Un sondage réalisé avant la votation de 1972, dont les résultats ne furent alors pas rendus publics 'pour de bonnes raisons' (selon Bürgi), avait démontré que l'initiative du PdT avait de réelles chances d'être acceptée. Cela, la Suisse non communiste voulait l'empêcher. Dans ce but, les syndicats, entre autres, devaient être dissociés du PdT. Par la suite, cette générosité (politiquement motivée) devait se transformer en hypothèque financière..." (Basler Zeitung, 13. 11. 1981).

Le compte rendu de la Basler Zeitung semble être quelque peu succint. Une partie au moins de la direction syndicale avait été gagnée bien avant 1972 à la conception bourgeoise de la prévoyance vieillesse et de ses caisses de pension; et il y allait alors non seulement de l'initiative du PdT, mais aussi de celle — certainement encore plus "dangereuse" pour la bourgeoisie — du PSS sur les pensions populaires. Mais il est de plus en plus clair que le peuple a été trompé et bafoué et nous exigeons que l'opinion publique soit complètement informée sur ces intrigues du moment.

G. K.



Les femmes constituent les 3/4 des rentiers les plus pauvres.

Interfoto

Référendum contre la révision du Code pénal :

A bas les lois liberticides !

Le référendum contre la révision du Code pénal, contre ses articles liberticides, est lancé. Dans le cadre de nos possibilités — compte tenu des 100 000 signatures nécessaires à notre initiative sur la formation professionnelle — notre parti contribuera à cette importante action.

Le Parti socialiste suisse (PSS) et l'Union syndicale suisse (USS) ont également décidé de lancer le référendum, sans, malheureusement, opter du même coup pour le renforcement de l'unité sur ce thème. Il leur fallait absolument leur propre comité.

Nous appelons tous nos sympathisants, tous ceux et toutes celles qui travaillent avec nous, à s'engager pour la réussite de ce référendum. Lors de la lutte contre la PFS (Police fédérale de sécurité), un premier succès avait déjà été remporté lors de la récolte des signatures; il avait fortement contribué à la victoire finale en votation. En ce qui concerne les articles liberticides du Code pénal, la situation est toutefois moins favorable. D'où la nécessité d'un engagement soutenu.

Le PSS et la direction syndicale contre l'unité

Les difficultés ne résident pas simplement dans la situation compliquée créée par le lancement d'un référendum contre une loi dont la population ne voit encore pas très bien les possibilités d'application concrète.

Les difficultés proviennent aussi de la démarche des directions du PSS et de l'USS. S'il faut saluer le fait que les forces majoritaires du mouvement ouvrier se prononcent pour le référendum, il faut toutefois regretter leur méthode. Au lieu de mettre en place un front unitaire contre l'offensive bourgeoise en la matière, elles ont empêché l'adhésion à leur comité de toutes les autres forces — à l'exception des Juristes progressistes — et refusent toute collaboration avec l'autre comité de gauche. C'est d'autant plus regrettable que ce sont justement les forces en provenance du PSS et de l'USS qui permirent alors de garantir le référendum contre la PFS.

Cette démarche des directions du PSS et de l'USS constitue un nouvel obstacle au développement de l'influence du mouvement ouvrier dans la jeunesse.

H. Hubacher ne veut pas duper la bourgeoisie

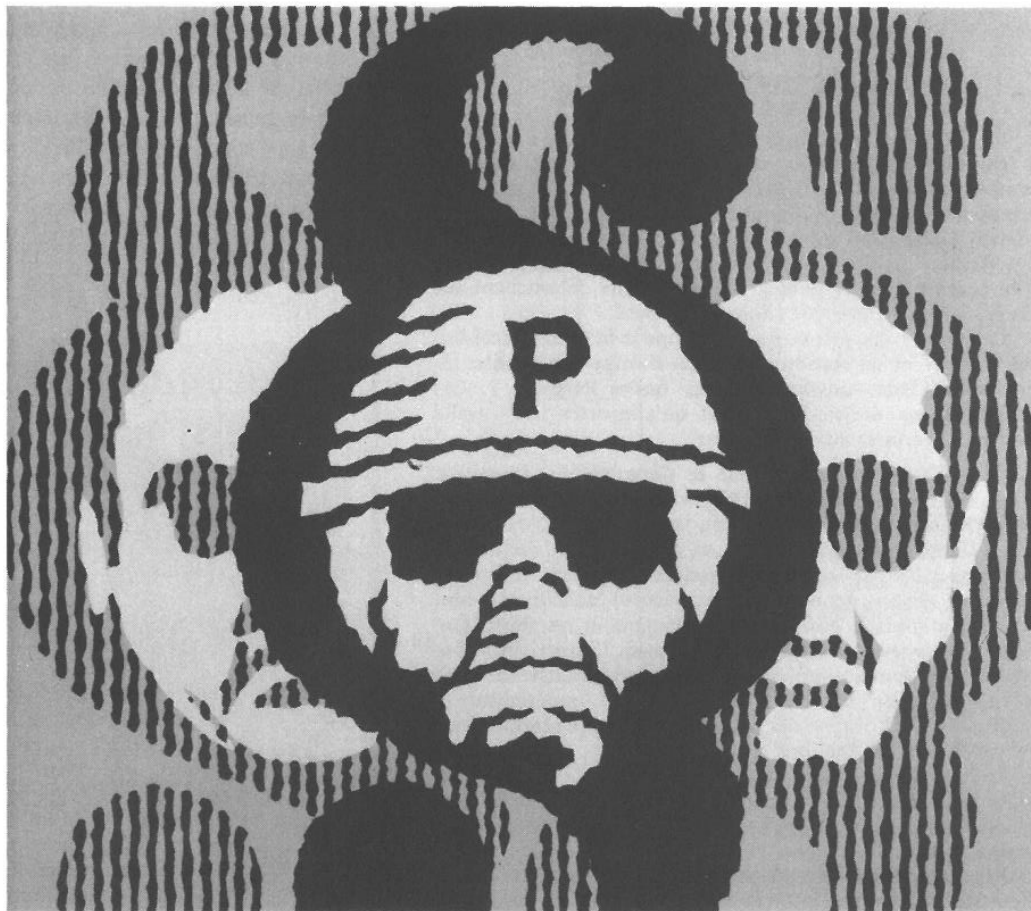
Un autre problème vient de la révision parallèle du Code pénal militaire, qui a été modifiée de la même manière que le Code pénal "civil". Dans le Comité national contre "le

baïllon", la question du lancement d'un deuxième référendum contre le Code pénal militaire donna lieu à discussion. A l'origine, les avis étaient plutôt négatifs, vu les difficultés techniques entraînées par le lancement de deux référendums. En outre, nous partions de l'idée que les deux lois étaient si intimement liées que même la bourgeoisie ne pourrait laisser subsister une différence dans les textes au cas où les articles liberticides disparaissaient du Code pénal, ne serait-ce que pour éviter le reproche de procéder à coup de lois d'exception.

Mais H. Hubacher, président du PSS, a fraternellement tendu la main à la bourgeoisie — de manière prophylactique s'entend, pour un parti de gouvernement "conscient de ses responsabilités" — et lui a signifié que les choses pouvaient fort bien rester en l'état.

Il expliqua que son parti, et donc aussi son comité, n'étaient pas favorables au référendum contre le Code pénal militaire, car cela donnerait de nouveaux arguments à la bourgeoisie pour sa campagne visant à faire du PSS un opposant à la Défense nationale. En conséquence, la bourgeoisie sait déjà que personne n'exigera que le Code pénal militaire soit aussi épuré de ses paragraphes liberticides. Dans l'intérêt de la Défense nationale, le PSS s'y refusera.

Dans ces conditions, la situation s'est quelque peu modifiée et le Comité national "contre le baïllon" s'est récemment prononcé pour le lancement du deuxième référendum. F. Osterwalder



RÉFÉRENDUM CONTRE LA RÉVISION DU CODE PÉNAL MILITAIRE

Le Comité national "contre le baïllon" et la Coordination nationale des Comités de soldats ont décidé, à la suite d'une séance extraordinaire tenue le 14 novembre, de lancer, à côté du référendum contre la révision du Code pénal, un référendum contre les modifications correspondantes du Code pénal militaire. Déjà le Comité national — formé des comités régionaux et locaux d'Argovie, de Bâle, Berne, Genève, Saint-Gall, Thurgovie, Vaud, Valais et Zurich et soutenu par le PdT, le PSA, le PSO, les POCH, les JUSOS, Viva-Kollektiv, Kritisches Oberwallis, Alternative Uri, Kalt TG, le Groupe trotskyste, les organisations régionales du Manifeste démocratique, les Comités de soldats ainsi que plusieurs organisations syndicales régionales et locales — a commencé avec succès la récolte pour les deux référendums. Le Comité National ne comprend pas la décision du PSS et de l'USS de renoncer, pour "des raisons politiques", au référendum contre le Code pénal militaire, en disant que la discussion ainsi ouverte sur la criminalisation des opposants dans l'armée serait un obstacle à la lutte référendaire. Nous estimons au contraire que la lutte contre l'Etat fouineur, les intimidations, la criminalisation et l'isolement des forces d'opposition doit concerner aussi bien la vie civile que les périodes passées "en gris-vert". Il est donc d'autant plus important d'empêcher l'inscription des mêmes articles dans les deux Codes pénaux, par la récolte parallèle de signatures pour les deux référendums.

Comité National "contre le baïllon"

notes... notes... notes... notes... notes... notes... n

C'EST AU PIED DU MUR QU'ON RECONNAIT LE MAÇON

Sous le titre "Armée suisse, Parti socialiste et gauchistes", l'éditorialiste du Rebrousse-Poil ("mensuel d'action non-violente, d'écologie et de contre-information" proche du Centre Martin Luther King / CMLK de Lausanne) no 45 d'octobre 1981 s'en prend avec virulence au PS et aux "gauchistes". Ces derniers avaient non seulement, lors des réunions de préparation de la manifestation contre la présence de l'Armée au Comptoir, le culot de vouloir manifester contre "une armée au service du capital" et pour les droits démocratiques des soldats, ils osèrent même souligner la nécessité de chercher "l'unité du mouvement ouvrier". Sont-ils stupides, ces dogmatiques, n'est-ce pas ?

Puis suit l'envolée finale et lyrique de l'éditorial : "Les sociaux-démocrates et les gauchistes, qui, c'est bien connu, s'accusent mutuellement de nombreuses tares, feraient bien de reconnaître qu'ils en ont ici une en commun : celle de n'avoir rien d'autre à proposer aux masses populaires laborieuses,

dont ils prétendent défendre les intérêts, qu'une place de choix au rendez-vous du troisième carnage mondial en préparation". Ah, mais ! C'est envoyé, ça, non ! Malheureusement pour le scri-



Nous y serons !

bouillard du Rebrousse-Poil, il se trouve dans la situation de l'arroseur arrosé. Car de très nombreuses organisations ouvrières et "gauchistes" appellent à la manifestation du 5 décembre à Berne "Pour la paix et le désarmement immédiat, non aux menées de guerre atomique et à la bombe à neutrons". Ainsi au niveau vaudois, on trouve le PSO, le POP, le PSV, le PCI, le PCE, les CLI, l'ATEES, ainsi que le CLAN, le CUB, le CSSOPE et le Comité Nicaragua — El Salvador. Par contre, le CMLK (même adresse lausannoise que le Rebrousse-Poil) a refusé de signer l'appel unitaire.

Cette contribution décisive du CMLK à la lutte contre le "troisième carnage mondial" s'inspire évidemment d'un souci d'efficacité que seuls méconnaissent les gauchistes et autres sociaux-démocrates. A moins que la perspective de ce carnage soit si effrayante pour notre éditorialiste qu'il en soit resté du coup muet et paralysé de frayeur...

Eric Peter

**NON AU RÉARMEMENT,
POUR LE DÉSARMEMENT
DE L'IMPÉRIALISME**

1. Le PSO est contre la fabrication de la bombe à neutrons (bombe N) et pour son interdiction générale sur l'ensemble du globe. Cette bombe permettrait d'engager des armes nucléaires dans une guerre conventionnelle. Contrairement à toutes les autres armes atomiques dites tactiques, elle permet de développer une stratégie nucléaire offensive. Elle accroît ainsi le danger d'une escalade débouchant sur l'holocauste nucléaire de toute l'humanité.

Le PSO s'oppose à ce que l'on appelle la double décision de l'OTAN et au stationnement en Europe des missiles de croisière (Cruise missiles) et des fusées Pershing 2. Ces armes et ces décisions ne font qu'alimenter la nouvelle vague de la course aux armements.

2. Le PSO se prononce pour le désarmement immédiat et sans conditions de l'impérialisme, notamment de l'OTAN sans contre-parties ou négociations préalables. C'est l'impérialisme qui, dans sa recherche de débouchés bon marché et de sources de matières premières relance — pour des raisons économiques et surtout politiques — encore et toujours la course aux armements et les confrontations bellicistes. Au niveau international, l'impérialisme intervient aussi militairement contre toute tentative de libération politique et sociale des masses. L'impérialisme a toujours été à l'origine des nouvelles vagues de réarmement, en particulier en matière de développement de la technologie nucléaire. Utilisant cette supériorité, il a constamment tenté de placer tous ses adversaires sous la menace militaire et de réduire ainsi les possibilités d'une libération sociale et politique.

Recourant au chantage nucléaire, l'impérialisme essaya d'empêcher l'extension de la révolution chinoise, puis plus tard des révolutions cubaine et vietnamienne, afin d'éloigner les masses de paysans pauvres et de travailleurs de toute velléité de se libérer de leurs exploiters. La recherche d'une nouvelle supériorité nucléaire incontestable pour l'impérialisme doit permettre de répéter ce même traitement au reste du monde.

Comme lors de chaque relance de la course aux armements, l'opinion mondiale est l'objet d'une gigantesque manipulation. Elle cherche à démontrer que l'adversaire possède à l'évidence une supériorité nucléaire et qu'il s'agit dès lors de "combler" ce retard. A ces mensonges s'opposent non seulement toute étude sérieuse du rapport des forces, mais aussi toutes les connaissances sur le développement technologique bien plus avancé des pays occidentaux industrialisés face à l'URSS. Et ce développement est la condition pour produire un armement hautement modernisé.

Par la relance de la course aux armements atomiques, les USA tentent de placer les pays non-capitalistes devant l'alternative soit de se plier à leur diktat ou d'utiliser une nouvelle fois d'énormes masses de richesses matérielles non pas pour la satisfaction des besoins de la population laborieuse, mais pour leur défense militaire. Cette politique de la tension montre clairement que l'impérialisme est l'ennemi des masses des pays de l'Est.

3. Le PSO lutte pour une dénucléarisation de l'Europe, de la Pologne au Portugal, de la Suède à la Grèce. Il s'agit d'amener les gouvernements européens à refuser le stationnement d'armes atomiques A, H, et N et de système de lancement sur leur territoire, d'obtenir l'interdiction de la production de leurs propres armes nucléaires. L'Union soviétique doit, pour sa part, retirer ses SS 20 derrière ses propres frontières.

Cette orientation doit permettre d'empêcher que les USA et l'OTAN rendent possible une guerre atomique limitée en Europe. Chaque confrontation atomique est un danger pour l'existence de toute l'humanité, car elle conduit très rapidement à une escalade incontrôlée.

Dans ce sens, nous exigeons aussi une interdiction générale des armes atomiques A, H et N en Suisse.

**CONTRE LA POLITIQUE MILITARISTE
DES BUREAUCRATIES**

4. Le PSO s'oppose aussi avec la dernière énergie à la politique militariste des bureaucraties des Etats non-capitalistes. Comme elles sont aussi des minorités régnant sur une majorité, leur moyen principal de riposte à l'impérialisme réside dans leur propre réarmement militaire. Leur puissance militaire — y compris atomique — élargit certes la liberté d'action des mouvements de masse et des révolutions sociales contre l'impérialisme, comme au Vietnam, à Cuba ou aujourd'hui en Amérique centrale. Seuls l'affaiblissement de la puissance impérialiste et finalement son désarmement complet par la révolution socialiste permettront aux pays non-capitalistes de désarmer de manière décisive ou de renoncer à leur propre réarmement. Pour ces raisons, nous considérons que l'armement contre la menace impérialiste est légitime. Mais cette force militaire n'est cependant pas une garantie de libération sociale et politique.

Au contraire, les bureaucraties utilisent leur puissance militaire pour opprimer les masses dans les pays qu'elles contrôlent comme en Pologne, ou pour ravir à d'autres peuples leur droit à l'autodétermination comme en Afghanistan, et même pour menacer d'attaque nucléaire d'autres pays — ce que fit l'Union soviétique contre la République populaire de Chine en 1969.

Les armes atomiques, développées et utilisées pour la première fois par l'impérialisme américain en 1945, représentent une menace qualitativement nouvelle et effrayante pour toute l'humanité. Des dizaines, voire des centaines de millions d'êtres humains peuvent être tués en quelques instants, les survivants étant condamnés à dépérir dans des conditions barbares et inhumaines. Il est même possible qu'un unique engagement de ces armes provoque la disparition de toute vie humaine.

L'armement atomique n'offre qu'une protection extrêmement limitée contre la menace nucléaire. Chaque confrontation militaire directe peut déboucher sur le pire. Face à l'arme atomique, l'ancienne stratégie antimilitariste révolutionnaire est émoussée. Lénine appelait les travailleurs à se saisir des armes des impérialistes et à les retourner contre leurs oppresseurs. Mais les armes atomiques peuvent être utilisées par une toute petite couche de dominateurs complètement isolés. Les travailleurs et les paysans ne peuvent les retourner contre leurs oppresseurs sans, du même coup, disparaître. Nous devons donc lutter pour empêcher et interdire l'utilisation, la production et le stockage des bombes A, H et N (pour neutrons).

A nouveau l'impérialisme relance la course aux armements et en particulier le réarmement atomique. Mais un mouvement international pour la paix s'y oppose de manière décidée. Le PSO, qui participe à ce mouvement, présente ci-dessous les raisons et les objectifs de cette participation.

Armement atomique, course aux armements :



La politique qui se limite à répondre au réarmement par le réarmement fait des masses de l'Occident capitaliste des otages — sous un double aspect — de leurs oppresseurs. D'une part la bureaucratie utilise tous ses moyens afin de détourner les masses d'un assaut révolutionnaire contre la bourgeoisie, afin de ne pas s'aliéner ses bonnes grâces. Mais, d'autre part, l'armement nucléaire des bureaucraties contre la menace impérialiste représente, vu leur refus de montrer et de propager la voie de la lutte anticapitaliste, une menace atomique pour les masses elles-mêmes.

**POUR UN MOUVEMENT DE MASSE
POUR LA PAIX**

5. La seule garantie d'un arrêt du réarmement et d'un désarmement effectif réside dans un mouvement de masse fort, actif et vigilant. Il est donc illusoire de placer un quelconque espoir dans des négociations entre puissances nucléaires et de considérer qu'à elles seules elles seraient un pas en avant. Au contraire, nombreux parmi ceux qui réclament des négociations utilisent cette revendication pour renforcer le réarmement. Ainsi le Parti socialiste français (PSF) et le Parti social-démocrate allemand (SPD) prétendent qu'il est nécessaire de réarmer afin de contraindre l'adversaire à s'asseoir à la table de négociation.

Le mouvement ouvrier porte une responsabilité particulièrement grande dans le développement d'un mouvement de masse pour la paix. Le réarmement et la possibilité d'une guerre nucléaire mettent en danger tous ses acquis et ses objectifs. S'il s'y oppose activement, il peut reconquérir la confiance qu'il a perdue chez de nombreux travailleurs ces dernières années.

En outre, le mouvement ouvrier dispose, avec ses syndicats et ses partis, d'instruments qui peuvent mobiliser de larges masses.

C'est pourquoi le PSO s'adresse plus particulièrement aux syndicats, pour qu'ils s'engagent, avec les pacifistes, les réformistes et les révolutionnaires pour un fort mouvement pour la paix.

Nous nous adressons aussi tout particulièrement au PSS et à ses membres. Ils ne doivent pas seulement se désolidariser définitivement et ouvertement du cours militariste du gouvernement suisse, mais aussi agir sur les partis frères de l'Internationale socialiste, notamment sur le SPD, le PSF et le PS italien, qui, comme partis de gouvernement,

soutiennent la relance impérialiste de la course aux armements.

Le Parti du Travail (PdT) doit aussi s'intégrer dans les efforts unitaires pour un mouvement de la paix et renoncer à son sectarisme, qui le conduit toujours à chercher, avec le Conseil suisse de la Paix, à exclure des autres composantes du mouvement.

Le PSO estime qu'il faut aujourd'hui avancer des propositions qui permettent de développer la mobilisation la plus large et la plus efficace possible du mouvement pour la paix. Dans ce sens, nous proposons d'adopter une plateforme autour des thèses 1 à 3 mentionnées ci-dessus, qui s'opposent aux efforts actuels de réarmement.

Si le PSS renonçait à sa politique de clocher avec son initiative visant à soumettre les dépenses militaires au référendum facultatif, cette initiative pourrait plus facilement être utilisée pour renforcer un mouvement unitaire pour la paix.

Même si nous soutenons sans conditions cette plateforme minimale, nous ne cachons nullement les objectifs à plus long terme de notre politique socialiste pour la paix.

LA PAIX PAR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

6. Comme par le passé, la seule garantie effective de la paix réside dans le désarmement complet des meneurs de guerre par la révolution socialiste — pour laquelle se bat le PSO. La lutte pour la paix ne se limite pas à la lutte contre la forme suprême, la plus horrible, de la guerre, l'holocauste nucléaire.

La lutte pour la paix concerne toute exploitation et toute oppression. Notre lutte pour la paix consiste donc en une solidarité active avec toutes les luttes contre les oppresseurs impérialistes — y compris avec les luttes armées, comme celles que mènent aujourd'hui les paysans et les travailleurs en Amérique centrale.

La lutte pour le socialisme vise aussi la domination de la bureaucratie dans les Etats ouvriers dégénérés. Seul le socialisme démocratique, où les masses jouissent du plein exercice du pouvoir, permet un essor pacifique de la cohabitation de peuples et de races différentes.

Pour ces raisons, le PSO critique aussi les illusions pacifistes, selon lesquelles le désarmement seul pourrait garantir la paix, les armes seules seraient à l'origine du malheur de l'humanité et les contradictions de classes deviendraient secondaires dans une situation de menace nucléaire.

Les propositions de Reagan : une manœuvre contre le mouvement pour la paix

Reagan a déclaré se rallier à "l'option zéro" : l'URSS retirerait les SS-4, les SS-5 et les SS-20, en contrepartie du non-stationnement des missiles Cruise et Pershing II. Que faut-il en penser ? Le journal américain *International Herald Tribune* dit à ce propos : "Bien que peu de stratèges occidentaux — si ce n'est aucun — ne pensent que les discussions sur la limitation des armements élimineront la nouvelle génération de missiles, l'offre de "l'option zéro" par Reagan vise à renforcer le soutien européen à long terme au stationnement éventuel d'un nombre limité de missiles que la plupart des experts estiment inévitable."

La peur principale des Etats-Unis est qu'une réaction européenne défavorable à l'égard du comportement des USA dans les négociations... pourrait bloquer le déploiement des 573 missiles Cruise et Pershing... en 1983" (IHT, 20. 10. 1981).

En clair : l'existence du mouvement pour la paix déplaie des effets, il dispose d'une force politique. Il s'agit pour Reagan de dissimuler ses menées de guerre derrière un rideau de déclarations en apparence pacifistes.

Les propositions de Reagan ne sont pas sérieuses : a) elles ne font pas référence aux armes et missiles nucléaires détenus par la France et la Grande-Bretagne, ni aux missiles basés en mer sur les sous-marins nucléaires;

b) elles ne renoncent pas inconditionnellement au stationnement des missiles Cruise et Pershing II, qui constitue "... un signal d'un réarmement préventif, qui accroît quantitativement et avant tout qualitativement de façon insensée le potentiel de l'OTAN" (A. Guha, "Der Tod in der Grauzone", page 92).

En conclusion : les propositions de Reagan visent à obtenir de l'URSS qu'elle désarme tous ses missiles nucléaires européens en contrepartie de la renonciation des USA à donner une nouvelle impulsion à la course aux armements. Le mouvement pour la paix ne doit pas se laisser abuser. Plus que jamais, il faut se battre contre le stationnement des missiles Cruise et Pershing II en Europe, pour une zone dénucléarisée de la Pologne au Portugal, de Norvège en Grèce.

J. Schneider

Les Etats-Unis sont les principaux responsables de la course aux armements nucléaires

Système d'arme	introduit d'abord par	Année d'introduction	Laps de temps jusqu'à l'introduction par									
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 année
Bombe atomique	USA	1945										1949
Bombe à hydrogène	USA	1953										1954
Bombardiers à long rayon d'action	USA	1953										1957
Fusée à moyenne portée	USA	1953										1959
Armes nucléaires tactiques	USA	1955										1956
Fusées intercontinentales	USA	1955										1957
Sous-marins nucléaires	USA	1956										1962
Satellites	URSS	1957										1958
Fusées tirées à partir de sous-marins en plongée	USA	1959										1968
Fusées intercontinentales à carburant solide	USA	1962										1969
Fusées à ogives multiples	USA	1964										1972
Fusées à ogives multiples dirigeables individuellement	USA	1970										1975
Bombe à neutrons	USA	1981										?

Source : "Die Stern", 22 octobre 1981.



Les mensonges ont toujours justifié la relance de la course aux armements : un exemple :

Après le vol du premier Spoutnik, les Etats-Unis répandirent à grand bruit l'idée que les soviétiques disposaient d'une supériorité en matière de missiles intercontinentaux. Le fameux terme du "missile-gap" devint à la mode. John F. Kennedy en fit même un slogan de sa campagne présidentielle en 1960. Après son élection, il demanda à son ministre de la défense Robert MacNamara d'établir un rapport. Que découvrit-on : "Les Etats-Unis disposaient, avec leurs 500 missiles intercontinentaux, de l'avantage sur l'URSS" (Samuel Pissar, "Le sang de l'espoir", cité dans *Die Stern* du 22. 10. 1981). En réalité, l'URSS disposait de 35 missiles intercontinentaux ! Cela n'empêcha pas les Etats-Unis de se lancer dans une nouvelle spirale de dépenses d'armement !

Les armes atomiques en Europe

Chaque habitant de l'Europe de l'Ouest et de l'Est a soixante tonnes d'explosif TNT suspendues au-dessus de sa tête (A. Guha "Der Tod in der Grauzone", page 93). Cette force de destruction accumulée tant du côté de l'OTAN que du Pacte de Varsovie est suffisante pour détruire des dizaines de fois toute la population et les infrastructures européennes. L'absurdité des discours américains sur la supériorité soviétique et la nécessité du surarmement est, pour cette raison déjà, évidente. Qui peut donc vraiment croire à la nécessité d'une capacité de destruction encore plus grande ?

QU'EN EST-IL DE LA PRÉTENDUE SUPÉRIORITÉ NUCLÉAIRE DU PACTE DE VARSOVIE ?

Les Etats-Unis disposent d'une supériorité générale sur le plan de l'arme atomique à l'échelle mondiale. Selon les estimations du SIPRI — Stockholm International Peace Research Institute — les Etats-Unis disposaient en 1980 de 9 200 têtes nucléaires (bombardiers et missiles stratégiques) contre 6 000 têtes pour l'URSS (SIPRI Yearbook, page XLII).

Cette supériorité existe également sur le plan des armes nucléaires tactiques, c'est-à-dire des armes de champ de bataille (artillerie, mines et petits missiles); les Etats-Unis disposent de 30 000 armes tactiques disséminées à l'étranger sur mer et sur terre (SIPRI Yearbook 1977, page 56). 7 000 à 11 000 de ces armes servent à la "défense" de l'Europe capitaliste (*Die Zeit*, 9. 3. 1979; SIPRI Yearbook 1978, pages 423-429). Le général allemand Steinhoff, inspecteur de la Luftwaffe et haut fonctionnaire de l'OTAN, dit, à ce propos, que c'est "plus que ce dont l'OTAN... a besoin" (Johannes Steinhoff, "Wohin treibt die NATO ?", 1976, page 198).

L'URSS est dans une situation d'infériorité totale sur ce plan : "Son arsenal doit se trouver en-dessous de 10 000 (armes tactiques)... De ces armes, 3 500 à 4 500 sont dirigées contre l'Europe de l'Ouest" (J. Moneta, H.J. Schulz, "Wer den Frieden bedroht", 1981, page 39). Bien sûr de telles infériorités n'ont pas grande signification, car cela ne peut que faire la différence entre une capacité de détruire totalement vingt fois ou trente fois l'Europe ! Mais cela permet d'enfoncer un coin dans les justifications oiseuses de la course aux armements.

Dans le domaine des euro-missiles, l'on retrouve une situation analogue ainsi que le montre le tableau suivant.

EURO-MISSILES (1981)

Type d'arme	Lanceurs		Ogives nucléaires	
	OTAN	Pacte de Varsovie	OTAN	Pacte de Varsovie
Avions	362	40	872	200
Missiles à bord de sous-marins	168	70	656	70
Fusées à moyenne portée	18	580	18	940
En tout	548	690	1 546	1 210

Source : *Die Zeit*, 24. 4. 1981.

Sans les missiles Cruise et Pershing II, l'OTAN dispose déjà d'un avantage clair. L'existence des SS-20 soviétiques, si elle constitue un pas qualitatif dans l'armement du Pacte de Varsovie, n'a pas renversé les données ainsi que l'impérialisme et les gouvernements européens veulent nous le faire croire. Il faut, à cet égard, quand même rappeler que les Etats-Unis furent les premiers, à la fin des années 50 à stationner des missiles Thor et Jupiter aux portes de l'URSS, en Turquie, en Italie et en Angleterre. Ces missiles furent ensuite retirés au profit des bombardiers et sous-marins nucléaires, moins vulnérables car plus mobiles et plus facilement dissimulables. Les SS-4 et SS-5 soviétiques furent la réponse à ce pas franchi d'abord par les Etats-Unis. Les SS-20, missiles nucléaires à têtes multiples, sont la riposte soviétique aux missiles Poseidon à têtes multiples stationnés depuis 1970 à bord des sous-marins de l'OTAN dans les mers entourant l'URSS. Cette énumération — infernale — pourrait être poursuivie...

Encore une fois, les militaristes mentent. Ils inventent une "supériorité soviétique" et tirent argument de l'Afghanistan pour mieux faire avaler la relance de la course aux armements à un niveau jamais atteint auparavant, pour que les travailleurs et les jeunes européens acceptent le développement d'armes qui ont pour but de rendre possible une "guerre nucléaire limitée" selon l'expression même de Reagan.

J. Schneider



La victoire des travailleurs et des paysans pauvres et de leurs alliés dans le monde entier, de ceux qui sont l'écrasante majorité de tous les peuples peut seule apporter à l'humanité les conditions d'une survie certaine.

7. Dans ce sens, le PSO souligne l'importance des armées ne disposant pas de l'armement nucléaire, en particulier de l'armée suisse. Sous le couvert de la Défense nationale, la bourgeoisie développe son armée, afin de pouvoir finalement l'engager contre les travailleurs et l'opposition, dans son propre pays ou ailleurs.

Afin de rendre cet instrument inutilisable pour la lutte de la classe bourgeoise, le PSO revendique les droits démocratiques pour les soldats dans l'armée et s'oppose à la militarisation croissante dans et hors de l'armée. Bien que nous défendions le droit démocratique au refus de servir, nous ne voulons pas délaïsser l'armée à la bourgeoisie et à ses laquais et nous appelons les antimilitaristes à agir aussi dans les casernes et les unités militaires.

Comité Central du PSO, les 6 et 7 novembre 1981
(les intertitres sont de la rédaction)

● Simone et Catherine, membres du Collectif féministe socialiste de Bienne

Le Collectif féministe socialiste créé à Bienne en décembre 1980 a dès le départ réuni les diverses expériences féministes de la place (boycott du cours ménager obligatoire, comités maternité, pour un "Centre d'information sexuelle et de consultation", MLF et aussi VPOD). Il a cherché à éviter l'émiettement des forces. A l'origine, ce sont surtout des femmes du PSO qui ont pris l'initiative de ce regroupement. Aujourd'hui, le Collectif compte 35 à 40 femmes presque toutes régulièrement actives. Simone, secrétaire, 45 ans, mère de trois filles aussi membres du Collectif, et Catherine, 25 ans, étudiante répondent à nos questions.

La Brèche : Vous êtes entrées au Collectif dès son lancement. Pouvez-vous dire ce que vous y cherchiez... et ce que vous y avez trouvé ?

Simone : Au fond, j'y cherchais des femmes comme moi qui avaient envie de lutter pour l'égalité. Et j'y ai trouvé des femmes de différentes tendances qui avaient toutes le même but, l'égalité. Car qu'est-ce que ce peut être d'autre ? Pas l'égalité au simple sens du 14 juin, mais l'égalité dans tous les domaines. Le droit à l'avortement ou à l'éducation dans son ensemble, par exemple celle des filles et celle des garçons par rapport à laquelle il y a d'ailleurs beaucoup à faire.

Catherine : Au départ, je voulais mieux connaître les mouvements de femmes, sans me poser la question de l'action. On a fait une année de discussions théoriques avant de lancer le Collectif, ce qui a donné les bases communes pour le travail et facilité les choix. Puis les droits égaux ont permis la mise en pratique. Pour moi c'est devenu clair : la lutte des femmes s'insère dans le cadre des autres luttes sociales. Par exemple, l'égalité des salaires profiterait autant aux travailleuses qu'aux travailleurs. La lutte devrait donc être prise en charge par tous, sans opposer hommes et femmes.

Il est très important qu'il y ait un mouvement autonome de femmes, mais il faut aussi

se joindre le plus possible à tous les "alliés", syndicats et partis. Au niveau national, je me suis confrontée à des femmes qui défendaient une autonomie totale et cela m'a encore renforcée dans mes positions. Il n'y a pas à refuser des forces supplémentaires.

* Au Collectif, vous avez centré vos activités sur l'égalité des droits. Pouvez-vous nous parler des moyens utilisés et de l'écho rencontré dans votre action ?

Simone : On s'est d'abord préparées pour la votation du 14 juin en discutant tous les arguments du débat. L'organisation des Assises nationales a été l'occasion de rencontres d'autres groupes actifs sur les droits égaux et d'échanger des expériences. On a fait des tracts et passé des films de femmes. On a été très fières de voir que Bienne avait bien voté, 70 o/o de OUI ! En suivant cette

ligne, on s'est engagées dans le comité du 14 juin. Là il s'agira de traduire dans les faits les articles votés. La première activité concrète, aux niveaux local et national d'ailleurs, ce sera le procès des boycotteuses — au printemps 1982 — qui doit être le plus spectaculaire possible. Ce cours ménager obligatoire est en parfaite contradiction avec le principe même de l'égalité.

Un deuxième groupe de travail est en train de chercher des femmes prêtes à lutter dans le domaine salarial, mais il faut une femme solide qui soit assurée d'un fort soutien syndical. Car un échec aurait des effets trop décourageants.

Un troisième groupe de travail cherche des parents prêts à porter plainte contre l'enseignement différent pour les filles et les

garçons ou dans les manuels scolaires. Une lettre ouverte à la Direction de l'enseignement public vient d'être publiée qui dénonce les inégalités dans le système scolaire. On attend la réponse.

Catherine : Un problème concret qui se pose aujourd'hui, c'est de se former juridiquement. Un séminaire a été proposé par les Juristes progressistes dans le cadre du comité national du 14 juin. Cela pourra nous aider beaucoup pour la suite de nos actions car actuellement nous connaissons mal nos droits et ce que nous pouvons faire pour concrétiser l'égalité.

* Vous avez l'avantage d'être un groupe assez homogène et très actif. Mais l'absence d'un journal et de relations nationales régulières (sinon de multiples coordinations) ne vous handicape-t-elle pas ? Comment pensez-vous résoudre ce problème ?

Catherine : Il existe réellement un vide, en particulier en Suisse romande. Pour chaque problème, on doit regrouper une nouvelle coordination où on retrouve à peu près les mêmes groupes. C'est une perte absurde de forces. A mon avis cette situation ne peut s'éterniser. D'autre part, ce manque d'unité profite à nos "ennemis", à toutes les attaques faites aux droits des femmes. Sur l'avortement par exemple rien ne s'est fait pendant plus de 3 ans, et maintenant on vient de recommencer. Faut-il refaire une coordination avortement ? Ça devient absurde !

Simone : Oui, il existe de multiples coordinations. Et le mouvement de femmes est si réduit qu'on retrouve vite les mêmes femmes actives sur divers thèmes. Mais c'est normal, quand on est féministe on s'intéresse à bien des questions. Ne pas avoir de journal, c'est un vrai handicap. Mais comment en lancer un ? Les questions financières jouent.

Je trouve qu'on devrait retrouver une même instance dans toutes les villes, comme l'OFRA, même si diverses tendances s'y retrouvent. Je crois que toutes les femmes conscientes, sans parti, du PSO ou des POCH par exemple, devraient avoir le même but. Je serais tout à fait pour une seule organisation de femmes, dont le but serait le même et l'efficacité accrue. Ce serait idéal. Aujourd'hui nous sommes trop fragmentées. Et n'oublions pas que l'union fait la force.

Après Edith Stebler de l'OFRA (La Brèche no 263 du 24. 10. 1981) et Ingrid Schmid des POCH (La Brèche no 265 du 21. 11. 1981), nous donnons aujourd'hui la parole à deux militantes du Collectif féministe socialiste de Bienne ainsi qu'à deux femmes du Parti socialiste genevois, Micheline Calmy-Rey et Christiane Brunner, qui s'expriment à leur tour sur le thème "comment développer le mouvement des femmes en Suisse ?".



De quel mouvement des femmes avons-nous besoin ? (3)

● Micheline Calmy-Rey et Christiane Brunner, membres du Parti Socialiste Genevois

A partir d'une expérience évidemment différente de celle des membres du Collectif féministe socialiste de Bienne, deux militantes du Parti socialiste genevois ont bien voulu nous présenter leur conception de la lutte et de l'organisation des femmes.

La Brèche : Lors de la conférence des femmes socialistes en juin à Bienne, vous avez décidé de sortir de l'Alliance des sociétés féminines (ASF). Peux-tu nous expliquer quel sens politique tu donnes à cette décision ?

Christiane : Dans une organisation comme l'ASF, les femmes de gauche apportent les idées féministes et un certain dynamisme. Il faut cependant constater que par leur participation, elles ne font que cautionner une politique bourgeoise. La présence d'une femme socialiste à la présidence a pu faire illusion pendant un certain temps. Mais avec le changement de présidence, l'orientation politique dominante, en réalité celle du parti radical, a pu clairement se manifester.

Notre sortie de l'Alliance nous met devant une tâche urgente : la création d'une organisation féministe, nationale, faitière, et ceci afin que l'Alliance des sociétés féminines

nes n'ait plus le monopole de la représentativité des femmes en Suisse, notamment aux yeux du Conseil fédéral.

* Depuis un certain temps les discussions parmi les femmes socialistes sont centrées sur "quelles structures pour les femmes ?". Peux-tu nous présenter les positions en présence ?

Micheline : Il y a essentiellement deux positions : l'une défend la nécessité de maintenir et de renforcer une structure parallèle des femmes au sein du Parti, et l'autre conteste une telle nécessité sur la base de l'efficacité. Un mouvement marginal constitue en effet un ghetto pour les femmes, les questions féminines leur étant systématiquement déléguées. Et d'ailleurs un regroupement basé sur l'appartenance de sexe est à rejeter, toutes les femmes ne pensant pas de même, ou n'étant pas au même stade de conscientisation. Il n'y a en dernier ressort pas de question féminine. Tout changement dans la situation de la femme entraînant automatiquement un changement de celle des hommes, il s'agit donc de rapports sociaux entre femmes et hommes, il s'agit de féminisme.

En conséquence, il faut mettre sur pied un mouvement féministe au sein du Parti socialiste, mouvement tourné vers l'intérieur du parti de manière à ce que les revendica-

tions féministes soient portées et discutées dans le parti, là où se prennent toutes les décisions. De plus, le mouvement se veut autogéré, car il ne saurait être question pour un mouvement féministe de reprendre et d'appliquer les principes de centralisme qui ont leur origine dans les rapports d'autorité à l'intérieur de la famille, rapports d'autorité qui fondent l'oppression des femmes. Le parti socialiste se doit donc de devenir un parti féministe, et c'est d'autant plus essentiel qu'il n'y aura pas de société socialiste sans l'aboutissement préalable des revendications féministes ainsi posées.

* Ces dernières années, l'absence d'une organisation de femmes nationale affaiblit l'impact des activités féministes, surtout en Suisse romande. L'OFRA, elle, joue un rôle important en Suisse alémanique. Comment se pose pour les femmes socialistes la question d'une organisation de femmes autonome du parti et en particulier la question de la participation à l'OFRA ?

Christiane : Puisque nous voulons agir à l'intérieur de notre parti, pour que celui-ci défende les positions féministes qui sont inhérentes à la réalisation du socialisme, notre action prioritaire doit se jouer à l'intérieur du parti et non pas dans une organisation de femmes autonome.

Personnellement, je pense qu'une organisation autonome de femmes est indispensable à la réflexion et à la prise de conscience de tous les problèmes de société soulevés par le mouvement féministe. Mais il est également important que le mouvement féministe dispose de débouchés politiques, d'où la nécessité du militantisme de féministes à l'intérieur des partis politiques.

A ma connaissance, la question de la

participation à l'OFRA n'a pas été vraiment débattue par les Femmes socialistes, et je doute que l'OFRA elle-même accepte l'adhésion de femmes regroupées dans un parti politique.

* Christiane, tu es spécialement active dans le mouvement syndical. Comment vois-tu l'action concrète sur l'égalité au niveau des Conventions collectives de travail et les mesures à prendre pour les faire appliquer ?

Christiane : Des mesures concrètes ont déjà été prises par de nombreuses fédérations pour concrétiser immédiatement dans les conventions collectives et dans les branches concernées le nouvel article constitutionnel. Dans l'horlogerie, des négociations ont été entreprises au niveau genevois pour la réalisation de la recommandation, qui figure déjà dans la convention collective, en ce qui concerne les salaires d'embauche.

Au niveau national, dans la même branche, les négociations sur l'égalité des salaires vont reprendre en cours de convention, conformément à l'obligation prévue dans la convention collective.

Dans toutes les branches des négociations seront entreprises en cours de convention afin de les adapter immédiatement au principe constitutionnel qui est applicable dès le 15 juin.

Le vote du 14 juin n'était que le début d'une lutte en faveur de l'égalité. Cette lutte ne peut être menée qu'en coordonnant les actions spécifiques menées par les différentes organisations politiques et syndicales dans tous les domaines. C'est d'ailleurs l'objectif que se sont fixé les différents comités du 14 juin qui se sont créés dans différentes villes de Suisse ou vont l'être.

Entretien avec le président de Solidarité
de la plus grande mine de Jastrzebie

"Imposer le contrôle social sur la production"

de notre envoyée spéciale en Pologne

"Mettre en place une large coopération englobant toutes les forces patriotiques", "La lutte pour parvenir à un accord", "Le gouvernement continue à faire preuve de sa bonne volonté"... Les titres de la presse quotidienne, martelant sans cesse cette même idée, témoignent on ne peut mieux de l'offensive sans précédent entreprise par la bureaucratie. Il s'agit d'accréditer l'idée que le gouvernement est favorable à une perspective d'entente alors que Solidarité ferait tout pour empêcher une stabilisation, provoquant des grèves et "organisant le désordre".

Mais les travailleurs ne sont pas dupes. Toutes les discussions dans les entreprises le montrent. A preuve, ce que nous déclare le président de la commission d'entreprise de Solidarité de la mine "Manifest Lipcowy", l'une des plus importantes de la région de Jastrzebie, et qui traduit bien l'état d'esprit rencontré ailleurs.

"Les autorités parlent de négociations, de la nécessité d'arriver à un accord. Mais ce n'est pas vrai. Le pouvoir ne veut rien faire pour modifier la situation économique du pays.

Pour le contrôle social de la production

"La question essentielle pour le syndicat aujourd'hui, c'est le contrôle social sur la production. Nous sommes tenus dans l'ignorance la plus totale quant à ce que deviennent les matières premières et les marchandises que nous produisons. Les statistiques font état d'une baisse de 10 à 15 o/o de la production. Mais la réalité sur le marché est bien autre : la circulation des marchandises a diminué d'au moins 70 o/o. Alors, il y a quelque chose qui cloche.

"Nous savons que la baisse de la production ne peut à elle seule expliquer cette situation de l'approvisionnement. Comment ne pas en conclure qu'il s'agit là d'un sabotage conscient ? Le gouvernement ne cesse d'expliquer qu'il est favorable à un front d'entente nationale. Mais, tout ça, ce sont des mots. La meilleure preuve qu'il veut nous mener en bateau, c'est qu'on commence à entendre que les élections aux parlements locaux et régionaux vont être repoussées à juin, voire même à plus tard, alors qu'elles doivent avoir lieu en février.

L'arme de la faim

"Le seul objectif des autorités, c'est de semer la confusion, pour essayer de convaincre la population que c'est Solidarité qui provoque le chaos. Nous sommes convaincus, pour notre part, que les grèves ne sont pas une solution. Mais est-ce que les négociations avec le gouvernement ont donné un résultat jusqu'ici ? Non, tout ça, c'est du blabla.

"Ils parlent de 'réforme' et du 'renouveau', mais ce qu'ils veulent, c'est une 'réforme' sans aucun changement. Et ils ont une arme extrêmement perfide entre les mains : c'est la menace de la faim. Ils espèrent que les gens finiront par se détourner de Solidarité et ils n'attendent que ça pour déverser sur le marché les réserves alimentaires dont ils disposent. Car nous savons que de telles réserves existent.

"A tout moment, il peut y avoir une explosion sociale que personne ne contrôlera. C'est là-dessus qu'ils comptent. Ils n'attendent qu'une chose, c'est la multiplication des grèves parce que, à la longue, de telles grèves ne peuvent que se retourner contre nous.

La grève active est la seule voie...

"Face à cela, la seule perspective c'est d'imposer le contrôle social sur la production. Et le seul moyen

efficace dont nous disposons aujourd'hui pour ce faire, c'est la grève active. C'est une forme d'action qui nous permet d'exercer le contrôle sur tout le processus, depuis la production dans l'entreprise jusqu'à l'arrivée du produit chez le destinataire. Ce n'est pas facile : pour le moment, on ne voit pas comment organiser un tel contrôle au niveau national. Mais nous devons commencer.

"Dans les mines par exemple, ça n'ira pas tout seul, vu la multitude d'entreprises avec lesquelles nous coopérons. Cela demande une organisation complexe, de manière à ce que le contrôle ne s'arrête pas au moment où le charbon parvient dans les cokeries, mais qu'il soit assuré jusqu'à la livraison du coke aux intéressés. En ce moment, le syndicat étudie la question pour voir dans quel secteur il est plus facile d'amorcer le processus.

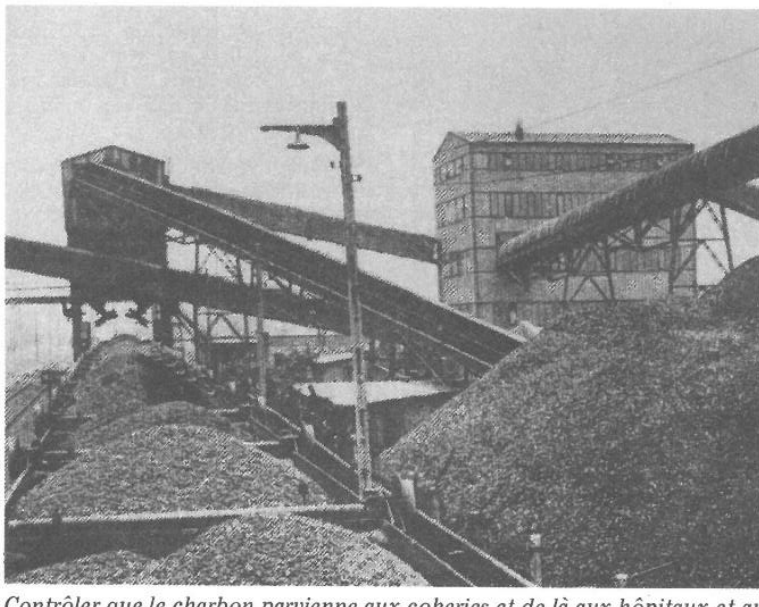
"Il est évident que le pouvoir n'accepte pas un tel contrôle. Ce n'est pas un hasard s'ils ont tenté de nous acheter, nous les mineurs. Ils ont fait un projet de loi, fin septembre, qui revient à nous tripler le salaire pour le travail le week-end. Les référendums que nous avons organisés dans les mines ont montré que la très grande majorité des ouvriers — 87 o/o dans notre mine — refusait le marché. Et depuis, nous refusons de travailler le samedi.

"Mais s'ils ont fait cela, c'est parce qu'ils ont eu peur. Ils ont vu ce que nous étions capables de faire durant les deux samedis libres de septembre — avant le projet de loi — quand nous avions accepté de travailler à condition d'avoir un plein contrôle sur le fruit de notre travail. La preuve en a été faite : nous, à "Manifest Lipcowy", nous avons ainsi livré cinq cents tonnes de charbon à la cokerie de Zdzieszowice et mille tonnes à celle de Gliwice. Non seulement le charbon leur est parvenu, mais, à leur tour, ils ont contrôlé que le coke qui en était issu parvenait aux hôpitaux et aux écoles auxquels il était destiné.

"Et les autorités savent que nous sommes prêts à travailler le samedi et même le dimanche s'il le faut, à condition que nous puissions décider nous-mêmes de l'affectation de la production.

"La grève active peut fort bien conduire à une confrontation directe avec le gouvernement. Mais, quelles que soient les difficultés qui nous attendent, nous n'avons pas le choix. C'est la seule voie qui nous est offerte."

propos recueillis par
Jacqueline Allio



Contrôler que le charbon parvienne aux cokeries et de là aux hôpitaux et aux écoles.



LES CROCODILES PLEURENT AVANT D'ATTAQUER !

Ces dernières semaines la presse se fait l'écho de propos de plus en plus alarmants concernant la consommation en Pologne. La venue de l'hiver fait planer le spectre de la faim. Parallèlement, à la veille de Noël, les organisations caritatives multiplient les appels à l'aide individuelle, touchant de nombreux travailleurs. Et les journaux ne cessent de le marteler : les grèves ont assez duré, il est grand temps que les responsables s'attellent à la reconstruction. Qu'en est-il ?

Une situation économique catastrophique : les responsabilités des uns...

On ne le répètera jamais assez : lorsqu'ils lancent leur formidable mouvement de lutte, les travailleurs polonais cherchent à faire face à la catastrophe économique qui menace. Et cette situation, c'est la rapacité de la bureaucratie, préoccupée de ses seuls privilèges et pots de vin, qui l'a produite. Six mois avant l'explosion sociale, le chancelier Schmidt, le gestionnaire des intérêts impérialistes allemands, demandait que de nouveaux milliards soient rassemblés pour éviter la crise sociale en Pologne, pour voler au secours de la bureaucratie chancelante !

Les faits sont têtus : ce sont les bureaucrates qui ont affaibli l'économie polonaise, ne serait-ce qu'en la faisant dépendre du marché capitaliste mondial. Les trente milliards de dollars de dettes qu'ils ont contractées, ce sont autant de chaînes qu'ils ont nouées autour des mains des ouvriers et des paysans polonais. Et aujourd'hui, que proposent-ils ? L'adhésion au Fonds monétaire international (FMI) ! Mais, on ne compte plus les pays du Tiers Monde dont les masses ont été jugulées puis saignées à blanc grâce aux conseils désintéressés du FMI !

... et des autres

Et vient le tour, maintenant, d'autres responsables que notre presse bien-pensante passe sous silence : il s'agit bien sûr des puissances capitalistes.

L'International Herald Tribune (IHT), qui n'est pas un brûlot révolutionnaire, publie l'information suivante : "La résolution (du Sejm — Parlement polonais —, résolution du 31. 10. 1981, nda) suivait une campagne de propagande gouvernementale destinée à attribuer la responsabilité des difficultés économiques de la nation aux grèves. Les économistes occidentaux attribuent cette situation à la pénurie de matières premières et de pièces de rechange causée par les carences en devises fortes, elles-mêmes créées par l'endettement de la Pologne." (IHT, 2. 11. 1981). Sans commentaires...

On mentionne souvent l'importance des fournitures énergétiques soviétiques ; mais on lit beaucoup moins souvent qu'une bonne partie du pétrole polonais venait du Proche-Orient, qui a interrompu ses livraisons. Et chacun sait que les clés des robinets de pétrole ne sont pas entre les mains des peuples arabes mais bien entre celles des grands centres impérialistes.

Le 28 novembre, enfin, le Journal de Genève titre : "Bonn supprime son aide financière à la Pologne pour 1982"...

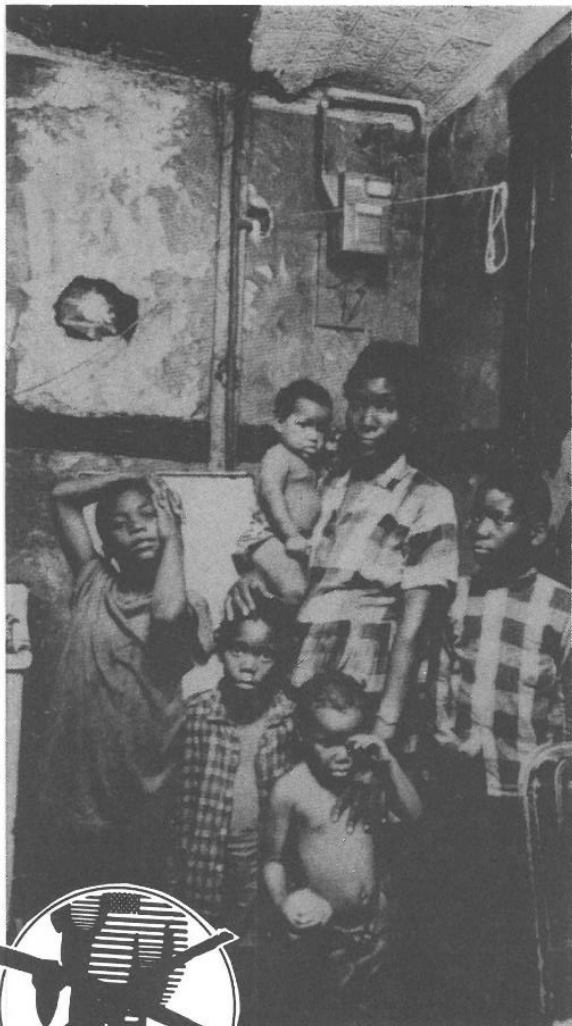
Les travailleurs polonais ont VRAIMENT besoin de notre aide

L'hiver sera froid et douloureux. Nous savons que seul le contrôle ouvrier, seule la prise en mains par les travailleurs eux-mêmes de la production et de la distribution pourront leur permettre de sortir de la crise (les articles publiés régulièrement par La Brèche et Inprecor montrent la conscience croissante que, par centaines de milliers, ils ont de cette nécessité). Toutefois, dans la situation actuelle, après un an et demi de luttes incessantes, la faim, le froid, les manœuvres politiques peuvent les décourager.

Il faut que syndicats et partis ouvriers s'unissent pour exiger des banques, du Conseil fédéral, moratoire et fonds de secours, et la fourniture massive d'aliments, répondant ainsi à "l'appel aux travailleurs et aux syndicats d'Europe occidentale" lancé par Solidarność pour qu'ils imposent à leur gouvernement l'octroi "d'une aide alimentaire extraordinaire et immédiate pour les cinq mois à venir". Toute aide ne doit être destinée qu'à Solidarność, qui, seule, a la confiance des travailleurs polonais. L'aide individuelle, spontanée, est néanmoins importante. Elle est utile parce qu'elle témoigne du souci qu'ont les travailleurs de notre pays de la victoire des travailleurs polonais et qu'elle montre aux grandes organisations syndicales le chemin à suivre. Cette aide doit aussi passer par les organisations ouvrières.

Karl Grünberg

Versez vos dons au : Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE), Genève CCP 12 - 17 386, Lausanne CCP 10 - 29 276, ou à : Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), Zurich, CCP 80 - 188. Dans tous les cas, préciser "Solidarité Pologne".



New York, métropole de l'impérialisme, avec ses taudis (slums) et ceux qui sont forcés d'y vivre.



Etats-Unis :

Le prix social du militarisme

Ces derniers mois, la bourgeoisie suisse et le Conseil fédéral, y compris le "socialiste" Aubert, ont ouvertement chanté les louanges du gouvernement Reagan. Mais ce que ces chantages de l'impérialisme et du militarisme cachent, c'est le prix social, aux Etats-Unis même (sans parler de la misère du Tiers Monde), des efforts de guerre américains !

L'article qui suit en donne un aperçu suffisant pour comprendre que la politique criminelle de Reagan c'est vraiment, à l'intérieur comme à l'extérieur des USA, "des canons, pas du beurre".

En juillet dernier, le Congrès a accepté le premier plan budgétaire de ceux qu'on appelle maintenant les "Reaganomics". Satisfait, Weinberger, secrétaire d'Etat à la défense, déclarait au début de septembre en s'adressant à la Légion américaine :

"Il ne peut pas y avoir de plus grande priorité que la défense. Nous voudrions tous une meilleure défense à un prix plus bas, mais quiconque a vu une guerre sait que la guerre est dramatiquement coûteuse et sauvagement destructrice d'activités humaines. La réalité mondiale exige qu'on réarme les USA et ceci de manière excessive-ment coûteuse. Le seul sacrifice que nous devons faire aujourd'hui est d'être prêts pour être forts et détourner une agression. C'est là la tâche la plus importante de l'Administration Reagan, c'est pour cela qu'elle a été élue !" (Los Angeles Time, 4 septembre 1981).

Le plus gros budget militaire de toute l'histoire de la citadelle impérialiste a ainsi été voté. Les USA ont dépensé 146 milliards de dollars pour l'armement en 1980, 181 milliards en 1981 et en dépenseront 220 en 1982. Reagan a promis à Weinberger d'augmenter de 7 o/o par an le budget militaire jusqu'à la fin de son mandat, ce qui portera

les dépenses militaires à 1 600 milliards de dollars pour 5 ans !

Mieux vaut être blanc et riche que noir et malade

Le Pentagone et les 32 firmes fabriquant, vendant ou exportant des armes (qui font partie des 50 plus grandes industries du pays !) se frottent les mains. La bourgeoisie internationale bête d'admiration devant le "courage" du nouveau président. Or c'est avec l'argent des crédits sociaux que les défenseurs de l'ordre capitaliste vont être armés jusqu'aux dents. Le calcul est élémentaire : on retire 36 milliards aux crédits sociaux de 1982 et on rajoute environ 30 milliards à la défense pour cette même année (qui a débuté le 1er octobre 1981). Pour 1983 et 1984, de nouvelles coupes d'environ 75 milliards sont prévues dans les crédits qui ne font pas partie de la "priorité numéro un" de Reagan. C'est la plus forte attaque jamais faite aux dépenses sociales des USA. L'austérité frappe bien entendu la classe ouvrière, les minorités raciales, les femmes et les jeunes.

Mieux que tous les discours, la simple énumération des coupures budgétaires votées en juillet montre

les effets sociaux du militarisme US.

* Les bons alimentaires alloués à plus de 23 millions de personnes (!), subissent une coupe de 2,6 milliards de dollars. Un million de personnes n'y ont plus droit, les autres voient passer leur bon de 44 à 39 dollars par mois.

* Les repas scolaires, amputés de 1,457 millions, vont coûter 30 cents de plus par repas et par enfants.

* Les subventions pour loyers, que Carter estimait indispensables pour au moins 260 000 personnes, ne sont plus accordées qu'à 153 000 personnes.

* La sécurité sociale : le minimum pour ceux qui n'ont pas atteint le niveau de cotisation nécessaire à l'obtention d'une rente est supprimé (ce minimum est de 122 dollars par mois). 1 250 millions sont rabotés sur les assurances sociales.

LE VRAI VISAGE DE L'"AMERICAN WAY OF LIFE"

Chômage :

8 millions de chômeurs, soit 7,5 o/o de la population active (cela correspondrait à 200 000 chômeurs complets en Suisse).

Le taux de chômage est de 5,1 o/o chez les hommes blancs, 15 o/o chez les jeunes blancs, 16 o/o chez les Noirs, 45,7 o/o chez les jeunes de toutes les minorités raciales, 50,7 o/o chez les jeunes noirs !

Pauvreté :

Les données officielles estiment à 20 millions les personnes vivant autour ou en-dessous du seuil de pauvreté. 10 o/o de la population ! Le capitalisme le plus florissant n'a jamais existé sans de telles poches de misère.

Le seul de pauvreté officiel est de :

— 3 999 dollars par an (358,25 \$ par mois) pour une personne seule, — 8 450 dollars par an (740 \$ par mois) pour une famille de 4 personnes.

Les dernières données estiment à 8,9 o/o des Blancs et 30,9 o/o des Noirs les personnes vivant en-dessous de ce seuil de pauvreté. 67 o/o sont des femmes, 22,3 o/o des personnes âgées.

Misère de la vieillesse :

10,7 o/o de la population a plus de 65 ans. En 1981, les rentes-vieillesse moyennes mensuelles de la sécurité sociale étaient par mois de 342,29 dollars (environ 616 francs suisses) pour un travailleur à la retraite, 311,46 dollars (environ 560 francs suisses) pour une veuve retraitée, 370 dollars (666 francs suisses environ) pour un travailleur invalide. Le minimum de 122 dollars (environ 220 francs suisses) par mois vient d'être supprimé par Reagan.

Discriminations raciales :

Le revenu moyen d'une famille en 1980 était de 15 806 dollars pour les Noirs, 24 939 dollars pour les Blancs.

* L'assurance chômage : 1 488 millions de dollars coupés. Jusqu'ici, un chômeur avait droit, après 26 semaines, à 13 semaines supplémentaires si le taux de chômage national était de 4,5 o/o et plus, ou si ce taux dépassait 5 o/o dans l'Etat où réside le chômeur. Maintenant, le

taux national n'est plus pris en compte et celui de l'Etat de résidence passe à 6 o/o. Plus d'un demi-million de chômeurs (sur 8 millions) perdent ainsi tout espoir de toucher les 13 semaines supplémentaires.

* L'Affirmative Action est annulée. Elle favorisait l'éducation et l'emploi des minorités raciales et des femmes (quota d'embauche, formation accélérée, etc...). En outre, plus de 300 000 "défavorisés" que les municipalités avaient embauchés se retrouvent chômeurs. La subvention d'un montant de 3,805 milliards de dollars a été coupée.

* Subventions pour enfants : 120 000 mères (et pères) travailleuses défavorisées ne recevront plus la subvention pour journée de crèche qui leur permettait de travailler. Les subventions pour femmes enceintes pauvres sont drastiquement réduites. L'assistance aux familles pauvres avec enfants est réduite de 1 158 millions. Sur près de 4 millions de personnes qui la recevaient, 400 000 familles devront s'en passer !

* Les services de santé sont aussi rabotés. En octobre 1981, 8 services hospitaliers publics et 27 cliniques ont fermé leurs portes. Les programmes spéciaux subventionnés pour combattre la silicose des mineurs sont supprimés. Les crédits pour les centres de désintoxication (alcoolisme, drogue) sont coupés de 25 o/o et beaucoup ont déjà dû fermer. 914 millions de dollars sont supprimés à l'assistance médicale des personnes en-dessous du seuil de pauvreté (actuellement 21 millions de personnes ont droit à cette subvention !).

Parallèlement, les droits démocratiques sont aussi mis en cause. Le "Voting Act" passé en 1964 pour assurer le droit de vote des minorités raciales est dangereusement remis en question tandis que le mouvement de la "Majorité Morale" — soutenu par Reagan — se bat pour interdire l'avortement et empêcher l'adoption de l'ERA (loi sur les droits égaux entre hommes et femmes) dans les derniers Etats nécessaires à son introduction fédérale.

De nouvelles charrettes en vue ?

A peine ces coupes sombres adoptées — à une large majorité —, Reagan a voulu cet automne redemander 13 milliards de réductions supplémentaires. Refusant de réduire les budgets militaires de manière significative (après les réactions sociales, dont la manifestation d'un demi-million de travailleurs lors du Solidarity Day, Reagan a accepté une réduction de 13 milliards de dollars sur trois ans), le président commence à trouver des résistances même dans les milieux financiers bourgeois. Jim Wright, leader of the Majority House, comme la plupart des démocrates, pense que "Reagan s'est mis lui-même dans un cul-de-sac avec son plan de réduction des impôts, d'augmentation des dépenses pour la défense et d'équilibre du budget d'ici 1984" (Times, 5 octobre 1981). Sachant que le Congrès pourrait se montrer moins docile, Reagan répète : "Beaucoup de ces programmes sociaux sont peut-être issus du cœur mais pas d'une tête froide et claire" !

La politique en tout cas est froide et claire comme la logique du profit capitaliste qui se nourrit des nouvelles dépenses militaires !

Colchique Dupré

La Brèche : Tu es ici en tant que représentante de l'AMES. Peux-tu nous expliquer ce qu'est l'AMES ?

Olga Baires : L'AMES est la plus importante organisation de femmes au Salvador. Elle a pour but de rassembler les femmes de toutes les couches sociales, mais en luttant tout particulièrement pour les femmes des secteurs les plus exploités, comme les employées domestiques, les ouvrières et les vendeuses ambulantes. Au Salvador les filles travaillent déjà toutes jeunes (à partir de 10 ans, d'après les statistiques officielles), mais elles sont sous-payées de manière scandaleuse et leur salaire va directement au père de famille. Cette relation fille-père (homme)-dominant va se répéter durant toute la vie d'une femme, soit avec son mari, son frère, son oncle, son employeur.

Un des premiers buts de l'AMES est donc de faire prendre conscience aux femmes qu'elles peuvent lutter contre cette domination, qu'elles doivent devenir des êtres humains autonomes, des sujets et non des objets de l'histoire. Pour cela leur travail doit être reconnu à part entière (nous luttons pour le salaire égal), de même que leur participation à la société dans son ensemble. Petit à petit nous avons gagné en considération. Maintenant, nous voulons la consolider, l'élargir et la faire connaître à toutes les femmes.

* Dans ton meeting, tu as dit que l'AMES était autonome à l'égard du FMLN-FDR, mais pas indépendante. Peux-tu préciser la différence entre ces deux termes ?

— Actuellement notre objectif prioritaire est l'installation d'un gouvernement démocratique révolutionnaire au Salvador. Pour cette raison nous participons activement à toutes les actions coordonnées du FMLN-FDR autant dans les zones libérées que dans les zones de combat. Politiquement (par nos buts et nos activités) nous ne sommes donc pas indépendantes du FMLN-FDR. Organisationnellement oui.

Dans le cadre des journées de solidarité avec l'Amérique centrale, organisées par les Comités El Salvador — Nicaragua, Olga Baires, représentante de l'Association des femmes salvadoriennes (AMES) a tenu de nombreuses assemblées publiques en Suisse (voir page 2). Nous avons profité de sa présence pour lui poser quelques questions sur la lutte des femmes dans la révolution salvadorienne.

El Salvador :

Les femmes dans la lutte révolutionnaire

* Comment contribuez-vous à la lutte de libération ?

— Dans les zones libérées, nous nous sommes organisées en "commandos" pour participer à l'alphabetisation, à la réforme agraire et sanitaire et à la protection de la population avec les organisations de masse. Dans les zones de combat, nous formons des collectifs de tra-

vail qui s'occupent de la propagande, de la formation politique, des relations avec d'autres organisations, etc.

* L'AMES a une structuration plutôt horizontale. Comment vous coordonnez-vous ?

— Pour le moment la fonction de direction est remplie par les divers secrétariats. Nous avons dû nommer des "têtes", des femmes

connues, pour notre apparition à l'extérieur, car il ne faut pas oublier que nous fonctionnons clandestinement. A la fin de ce mois aura lieu un congrès pour élire une direction.

* Beaucoup de femmes participent aux milices et à la guérilla, mais peu à l'armée. Pourquoi ces difficultés particulières ?



Entretien avec Olga Baires

— Je n'ai pas encore de réponse précise. L'AMES est en train de faire une enquête à ce sujet. Mon hypothèse est que la participation des femmes dépend de la nature et de la fonction des diverses organisations. Dans les milices qui sont stationnées dans les quartiers il y a 50 o/o de femmes; dans la guérilla qui doit se cacher et ne se trouve plus nécessairement dans les lieux d'habitation il y a déjà moins de femmes que d'hommes et dans l'armée qui mène une guerre "classique" avec affrontements directs avec l'ennemi on ne trouve plus qu'une ou deux femmes sur 25 hommes. La participation des femmes est liée à l'idéologie qui fait que pour les femmes (et les hommes) la guerre reste une affaire d'hommes. Et, bien sûr, une femme rencontrera plus de difficultés à quitter ses enfants et son foyer.

Néanmoins une prise de conscience s'est déjà opérée et l'AMES tient justement à ce qu'elle ne s'arrête pas là.

* Nous, en Suisse, que pouvons-nous faire pour vous soutenir ?

— Il est primordial pour nous de sensibiliser l'opinion publique, surtout en ce qui concerne les dangers d'interventions américaines. Mais en tant qu'organisation de femmes nous voulons aussi attirer l'attention sur la situation des femmes au Salvador, leur participation à la lutte, les discriminations et la répression (le viol avant l'assassinat) toutes particulières dont elles sont victimes.

Par ailleurs nous aimerions recevoir votre aide matérielle pour nos projets : l'installation d'une imprimerie clandestine, d'un centre médical clandestin, de garderies-restaurants pour enfants et le soutien au secrétariat international.

Soutien financier :

versez vos dons au CCP 80 - 4705, Banque Populaire Suisse, Zurich.
au verso : **Projet AMES**
Mainaustrasse 34
8008 Zurich
Compte no 561.10.658323/0

On sait le rôle très important joué par le mouvement anti-guerre aux Etats-Unis lors de l'agression américaine au Vietnam, qui contribua beaucoup au retrait des troupes US. Le développement d'un large mouvement de solidarité avec la révolution centro-américaine aux Etats-Unis est donc un des aspects majeurs de la campagne internationale contre l'intervention américaine. Nous en avons parlé avec Mary-Alice Waters, dirigeante du SWP. Le SWP (Socialist Workers Party / Parti socialiste des travailleurs) est l'organisation des trotskystes nord-américains, que seule une législation réactionnaire empêche d'être la section américaine de la IV^e Internationale.

Amérique centrale :



LA SOLIDARITÉ AUX USA

Entretien avec Mary-Alice Waters, du SWP

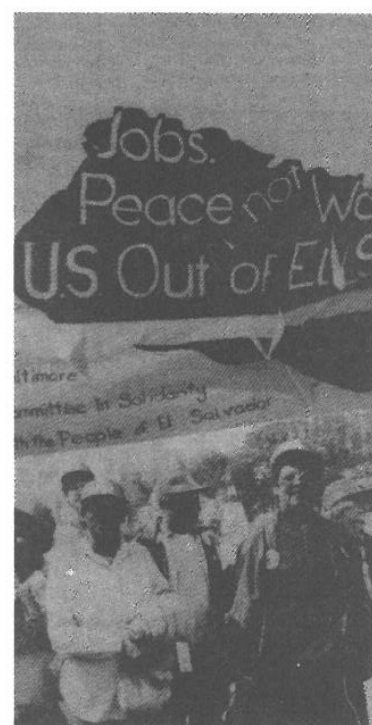
* Quelle est, aux Etats-Unis, la réalité du mouvement de solidarité avec les luttes des peuples d'Amérique centrale ?

— Les forces organisées de manière permanente pour la solidarité avec l'Amérique centrale sont jusqu'alors relativement réduites. Elles se structurent dans des comités locaux, actifs dans la plupart des villes importantes du pays. Elles regroupent surtout des latino et centro-américains vivant aux Etats-Unis, ainsi que les militants des organisations de gauche traditionnellement impliquées dans les mobilisations anti-impérialistes et de solidarité. Mais des secteurs beaucoup plus larges se sont déjà mobilisés à plusieurs reprises. Ainsi, le 3 mai dernier, lorsque cent mille personnes ont manifesté à Washington. L'opposition à toute aide à la junte salvadorienne, à toute action militaire nord-américaine en Amérique centrale s'est exprimée massivement ce jour-là.

* Et au niveau du mouvement ouvrier, des syndicats ?

— C'est l'aspect le plus nouveau et le plus prometteur : au niveau local, des entreprises, de nombreux syndicats ont pris position contre l'aide militaire au Salvador ou contre une intervention. Il faut rappeler aussi, bien qu'il s'agisse d'un cas exceptionnel, que dès janvier 1981, les syndicats de dockers de la côte Ouest décidaient de ne plus charger de matériel militaire sur les navires en partance pour le Salvador.

C'est là une situation totalement différente de celle que l'on a connue lors du Vietnam. A l'époque, même après dix ans d'intervention directe des troupes américaines, il



était impossible d'obtenir de telles prises de position syndicales.

Aujourd'hui, il est très facile d'ouvrir la discussion dans les syndicats sur le Salvador ou l'Amérique centrale. Ces dernières semaines, c'est par dizaines que se comptent les résolutions syndicales hostiles à l'aide aux dictatures ou à une intervention.

Plus généralement, on peut dire que se développe dans de larges secteurs de la population une suspicion croissante sur les intentions réelles de l'administration Reagan et la crainte de se voir impliqué dans un nouveau Vietnam.

* Quelles initiatives ont été prises ces derniers jours, alors que les menaces d'intervention se précisent ?

— Une réponse immédiate, d'urgence, a été décidée à la suite des déclarations belliqueuses de Haig. En quelques jours, une mobilisation nationale a été mise sur pied; un appel a été lancé pour l'organisation de manifestations coordonnées nationalement, dans les principales villes du pays, le 21 novembre prochain.

A l'origine de cette initiative, il y a les organisations de la communauté cubaine aux Etats-Unis qui sont solidaires avec la révolution cubaine; les comités de solidarité avec le Nicaragua, le Salvador ou Grenade; le Parti communiste, le PSP (Parti socialiste de Puerto-Rico) et le Socialist Workers Party.

* Quelle est concrètement l'activité du SWP dans ces initiatives ?

— Ces dernières semaines, notre organisation vit véritablement en "état d'alerte". Nous avons multiplié les réunions exceptionnelles et les initiatives pour impulser les préparatifs du 21 novembre. Nous réalisons des ventes massives de notre journal, *The Militant*, en particulier d'un numéro spécial consacré aux développements en Amérique centrale et dans la Caraïbe. Nous y expliquons notamment comment les travailleurs, les masses du Nicaragua et de Cuba, se mobilisent face aux menaces d'agression de l'impérialisme. C'est là un extraordinaire exemple pour la mobilisation aux Etats-Unis mêmes.

Propos recueillis par J.-P. Beauvais



Face aux menaces impérialistes qui pèsent sur la révolution en Amérique centrale et dans la Caraïbe (cf. notre article en page 16), nous nous prononçons résolument pour la défense de l'Etat ouvrier cubain. Mais qu'est-ce que "l'Etat ouvrier cubain" ? Le dossier en trois volets que nous présentons ci-dessous aborde trois aspects principaux de la révolution cubaine : sa réussite incontestable au niveau des conditions de vie des masses, son organisation politique et ses limites, ainsi que ses déformations bureaucratiques, dont on ne dira jamais assez qu'elles ont été largement stimulées par la politique des Etats-Unis, en particulier par leur blocus économique et leurs pressions militaires.

CUBA, SI !

Quand le peuple de Cuba se mobilise contre l'impérialisme "yanqui".

1. Les acquis de la révolution

"Ce qui m'a le plus étonné ? Ne voir aucun enfant dans les rues pendant les heures d'école..." L'homme, avocat d'affaires à Bogota, politicien conservateur et anticommuniste, marque un temps d'arrêt, comme surpris, presque choqué par sa réponse.

Peut-être, pour la première fois de sa vie pense-t-il à ces dizaines et dizaines de milliers de gamins faméliques errant dans les villes colombiennes à la recherche de nourriture et d'un abri ?...

Peut-être se rappelle-t-il un de ses innombrables discours sur la "Colombie, terre de libertés" et "Cuba, l'île du Goulag..." ?

L'EXTRAORDINAIRE, DEVENU QUOTIDIEN

Il n'y a pas d'enfants qui traînent dans les rues de La Havane car la révolution a vaincu l'analphabétisme — environ 50 o/o de la population avant 1959 — massivement formé des maîtres et des professeurs, bâti des écoles et des instituts. Le système éducatif mis en place en deux décennies n'a guère d'équivalent dans un pays soumis à la domination impérialiste. A la fin de l'année scolaire 1979-1980, ce sont 98,5 o/o des enfants ayant terminé le cycle primaire qui entraient dans le secondaire. D'ici deux ans tous suivront obligatoirement les trois premières années d'enseignement secondaire. Cette année, plus d'un Cubain sur trois reçoit un enseignement qui, du jardin d'enfants à l'université, en passant par les très nombreux cours pour adultes, est entièrement gratuit, matériel, livres, transport et souvent nourriture compris.

Au niveau de la santé, les acquis sont tout aussi remarquables, sinon plus. La densité des installations et du personnel médical dépasse sur de nombreux plans la moyenne française : cent trente-cinq médecins pour 100 000 habitants en France, cent cinquante-neuf à Cuba, par exemple. Cela a permis la mise en place d'une médecine au caractère de plus en plus préventif, et totalement gratuite.

Des progrès décisifs en ont résulté, à commencer par la très forte réduction de la mortalité infantile. L'espérance moyenne de vie d'un Cubain a fait, depuis 1959, un bond de plusieurs années au point d'égaler celle des pays les plus "développés" économiquement : soixante-quatorze ans et demi pour les femmes, soixante et onze ans et demi pour les hommes.

Au-delà de la santé et de l'éducation, les progrès à mettre

à l'actif de la révolution cubaine dans sa lutte acharnée contre le "sous-développement" économique et ses effets sociaux sont considérables.

C'est ce qu'illustre avec force ce vieil ouvrier de la construction entrevu à Matanzas. Sous les applaudissements des futurs locataires, il hisse une banderole au sommet d'un immeuble en cours d'achèvement : "La révolution, c'est l'extraordinaire devenu quotidien..."

CONSOMMATION INDIVIDUELLE, CONSOMMATION COLLECTIVE

Certes, le choix systématique de privilégier la consommation collective a conduit, vu le manque d'infrastructures, de ressources et les effets du blocus imposé par l'impérialisme, à sacrifier la consommation individuelle.

Une minorité de Cubains, apparemment réduite, conteste radicalement ce choix et les restrictions qu'il implique. C'est cette minorité qui fournit la plupart des candidats au départ vers les Etats-Unis.

Cependant, le niveau des salaires, la gratuité et la qualité des services sociaux essentiels, les prix extrêmement bas de nombreux produits alimentaires et des services de première nécessité font que la classe ouvrière cubaine est celle qui a le niveau de ressources réelles le plus élevé en Amérique latine — malgré les restrictions et les rationnements. Cela est encore plus frappant pour les travailleurs agricoles. Les candidats au départ le savent d'ailleurs parfaitement : seuls les Etats-Unis les intéressent.

Malgré les conditions économiques exceptionnellement défavorables (Cuba, appendice des Etats-Unis ne produisait littéralement rien d'autre que du sucre et du tabac avant 1959), malgré l'absence de sources d'énergie, de matières premières autres que du nickel, malgré vingt années de blocus, malgré des erreurs, aussi, Cuba révolutionnaire doit être comparée aux autres pays d'Amérique latine. Aux plus industrialisés, aux mieux pourvus en ressources naturelles, à ceux qui disposent d'immenses revenus pétroliers.

Au-delà d'images superficielles, les vitrines vides et les vitrines pleines au centre des capitales, la supériorité d'une économie socialiste et planifiée, libérée de l'exploitation impérialiste, de la logique du profit, apparaît décisive lorsqu'il s'agit de lutter réellement contre le sous-développement économique et ses terribles effets sociaux.

QUELLE RÉFORME ?

Mais les méthodes bureaucratiques de gestion n'ont pas permis dans le domaine économique une élévation de conscience des masses comparable à celle qui existe au plan plus immédiatement politique. De là, des phénomènes tels que l'absentéisme, les gaspillages, les immobilisations répétées du matériel, et, plus généralement, une très faible productivité du travail.

Depuis quelques années, les dirigeants cubains tentent de remédier à cette situation par la mise en place progressive d'un ensemble de "réformes" du système de direction et de gestion de l'économie.

L'autonomie largement accrue des entreprises qui en découle s'accompagne d'un renforcement de l'autorité du directeur et des cadres, tandis que le syndicat est strictement chargé de veiller à l'application des lois sociales. Le système des normes est généralisé dans l'organisation du travail. La rentabilité de l'entreprise devient un critère essentiel et les bénéfices pouvant être dégagés sont l'instrument d'une "stimulation matérielle" des travailleurs : ils alimentent un système de primes s'ajoutant au salaire.

Appliquées systématiquement, ces réformes vont — à court terme — introduire quelques améliorations dans le fonctionnement de l'économie. Il ne s'agit cependant que d'un ensemble d'améliorations techniques se situant dans le cadre même des méthodes bureaucratiques de gestion.

Les primes et autres "stimulants matériels", agents essentiels d'une augmentation de la productivité, voilà qui ne contribuera pas beaucoup à l'élévation du niveau de "conscience économique" des masses. Fondamentalement cette élévation du niveau de conscience ne pourrait être que le produit d'un contrôle réel sur la gestion économique, combiné à la libre discussion politique sur les orientations essentielles. Cela implique la possibilité de débat au sein et hors du Parti communiste.

Dans le futur, ces réformes peuvent ainsi avoir des conséquences graves au plan social : être source d'importantes inégalités entre les travailleurs, accentuer les différences de situation au sein des entreprises entre ouvriers et cadres dirigeants, accroître les privilèges existants. En synthèse, être la base d'un approfondissement et d'une systématisation des déformations bureaucratiques déjà présentes.

2. Le "Poder Popular"

Minuit... La réunion de "compte rendu d'activité" du délégué au pouvoir populaire municipal de ce quartier de Boyeros, aux environs de La Havane, a débuté il y a plus de trois heures. Ils sont environ deux cents à se retrouver, comme tous les trois mois, dans ce local ouvert à tous les vents. Ambiance animée : le président doit souvent rappeler à l'ordre les participants. Au mur, Che Guevara et deux banderoles, "*Le droit de révoquer : aspect fondamental de la démocratie prolétarienne*" et "*Le délégué n'est pas ton chef, tu l'as élu, tu peux le révoquer*".

Problèmes de voirie, extension d'un parc de jeux, mauvais approvisionnement d'une boutique, incompétence du responsable de la cafétéria, déficience de la commission élue de répartition du ciment; les questions traitées sont d'ordre strictement local, mais sont de celles qui affectent quotidiennement la vie des participants à la réunion.

"LE DÉLÉGUÉ N'EST PAS TON CHEF"

Les 174 assemblées municipales que compte l'île sont la structure de base essentielle du "pouvoir populaire". Chargées de faire appliquer les lois, il leur revient d'organiser et de réglementer la vie municipale. Elles sont responsables de l'organisation et du fonctionnement des administrations de tous les secteurs d'activité économique et sociale à l'échelle de la municipalité. Ce sont aussi elles qui désignent, substituent ou destituent les directeurs administratifs et les directeurs d'entreprises à caractère local. Enfin, elles élisent et révoquent les juges des tribunaux populaires de leur ressort.

Ces assemblées sont composées de délégués (de 30 à 200) qui représentent chacun une circonscription de 500 à 600 électeurs en moyenne. Les circonscriptions sont divisées en zones (de 2 à 8) lors de la procédure de désignation des candidats. Chaque zone doit proposer son candidat, élu en assemblée générale, à partir des propositions faites en leur sein par les électeurs qui la composent, et eux seuls. La trajectoire individuelle, la biographie, sont les critères déterminants. Les candidats des différentes zones constituent, de fait, la liste des candidats au niveau de la circonscription.

Le contenu réel de cet ensemble de procédures ainsi que celui des assemblées de comptes rendus d'activités, c'est-à-dire le rapport entre le délégué municipal et ses électeurs, le rapport entre le pouvoir populaire local et les masses, doivent être compris à partir de la réalité des Comités de défense de la révolution (CDR).

LES COMITÉS DE DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION

Plus de vingt ans après leur création pour mobiliser le peuple dans la perspective d'une attaque impérialiste, les CDR, avec leurs cinq millions de membres (soit plus de 80 o/o de la population entre 14 et 65 ans) restent l'organisation de masse fondamentale à Cuba. Avec leurs activités sociales et de "vigilance", leurs réunions régulières de formation et de discussion politique, c'est en leur sein que, rue par rue, les masses sont structurées et se mobilisent.

Ce ne sont pas des "électeurs" passifs, mais des "citoyens organisés en CDR" qui proposent et élisent le candidat, débattent de ses activités ou... le révoquent. Le droit de révocation, par exemple, qui a été exercé plusieurs centaines de fois depuis l'instauration du pouvoir populaire, n'aurait pu l'être sans l'organisation en CDR.

Régionalement et nationalement, la réalité est tout autre. Là, délégués ou députés ont pour seuls électeurs les délégués municipaux. Ils ne sont pas nécessairement issus des instances municipales qui les élisent et qu'ils sont censés représenter. Une proportion importante, quoique minoritaire, est directement proposée à l'élection des délégués municipaux par l'appareil central du parti et de l'État, au nom de la nécessaire "compétence".

Dans ces conditions, les comptes rendus et le contrôle d'activité, la procédure de nomination et la possibilité de révocation sont très largement formels et échappent à tout contrôle réel des masses.

Alors que le système de désignation des candidats — délégués municipaux, en assemblées d'électeurs par zones restreintes — limite les possibilités de manipulation de l'appareil du parti, régionalement et nationalement, c'est lui qui, dans les faits, à l'initiative des nominations. Cet aspect se combine avec celui des critères qui, à tous les niveaux, président au choix des candidats. Critères biographiques, du dévouement à la cause révolutionnaire, et jamais critère politique, d'ailleurs inconcevable dans la mesure où le débat d'orientation n'existe pas. Localement, dans la circonscription, dans l'assemblée municipale, le critère moral du dévouement à la révolution apparaît tout naturellement nécessaire et suffisant aux électeurs. Il est adapté à ce que sont, avant tout, les tâches à ce niveau : gérer au mieux et résoudre le flot de problèmes de tous ordres qui se posent.

Régionalement et surtout au niveau national, la bonne biographie, le dévouement à la révolution, sans être dépourvus de contenu, sont "légers" en l'absence d'autres critères politiques. Il est alors facile — et fort courant — de confon-

dre dévouement à la révolution et dévouement à l'appareil, à la direction; de confondre dévouement et suivisme. Fidel Castro a plusieurs fois dénoncé ce mécanisme. Mais le suivisme semble être une qualité requise pour être membre d'une assemblée provinciale ou de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, dont le rôle consiste à mettre en forme juridique et à enregistrer les décisions de la direction réelle du pays : le bureau politique et le secrétariat du parti.

POUVOIR POPULAIRE, DÉMOCRATIE SOCIALISTE

Dans les municipalités et leurs quartiers, le pouvoir populaire exprime la permanence et la profondeur de la mobilisation des masses cubaines. Encore plus que les défilés sans fin et les rassemblements gigantesques, il est la preuve du soutien massif — et souvent enthousiaste —

dont bénéficie toujours la direction castriste. Il illustre la volonté de celle-ci de maintenir et même d'accroître cette mobilisation, sa conscience d'y puiser l'essentiel de sa force.

Mais, si au-delà des municipalités et de leurs circonscriptions, au-delà des problèmes de "*l'application des orientations*", le "pouvoir populaire" perd toute sa substance, c'est qu'il reste le produit — et l'instrument — de la conception paternaliste qu'a la direction cubaine de son rapport aux masses. Celle-ci la conduit à vouloir remédier à l'inefficacité et au gaspillage — produits typiques de choix imposés d'en haut aux masses — en faisant l'économie d'un système de démocratie socialiste où les choix sont effectués par les producteurs eux-mêmes, grâce aux mécanismes d'un véritable pouvoir ouvrier. La combinaison, telle qu'elle prévaut à Cuba, d'un régime de parti unique et de l'impossibilité pratique pour des courants de pensée de s'exprimer au sein de ce parti, est d'ailleurs incompatible avec un tel système.

3. Les déformations bureaucratiques

Forces productives au développement encore limité, poids relativement restreint d'un prolétariat aux faibles traditions culturelles, pénurie de marchandises et de biens de consommation marqueront longtemps encore la société cubaine.

Il s'agit là de facteurs objectifs opérant dans le sens d'une tendance à la bureaucratisation de l'État et du Parti communiste cubain. Tendance qu'exprime une couche de cadres et de dirigeants intermédiaires qui, à partir de leur poste de direction ou de contrôle dans l'appareil d'État (administration, armée, appareil économique...) jouissent de privilèges sociaux. Ceux-là mêmes que Fidel Castro dénonçait dans son rapport au second Congrès du PC, fin 1980 : "*Il est évident qu'à un moment donné de ce quinquennat, certains vices avaient commencé à faire des ravages parmi nous. D'aucuns (...) ont commencé à donner des signes évidents de relâchement progressif de l'esprit d'austérité, de ramollissement, de manque d'exigence, de goût des privilèges, d'embourgeoisement et autres manifestations de même style, en même temps que retombait la discipline du travail*".

UN PHÉNOMÈNE ENCORE LIMITÉ

Tout en ayant connu un relatif développement ces dernières années, il s'agit encore d'un phénomène limité dans son contenu matériel et son extension sociale.

De plus, le groupe dirigeant cubain reste celui qui a été à la tête de la lutte révolutionnaire contre la dictature, contre la domination puis la politique d'agression de l'impérialisme.

Il n'est pas issu de cette couche de cadres intermédiaires. Il n'en est pas non plus l'expression. Même si la logique de certaines de ses décisions politiques la favorise, c'est avant tout, en fonction des intérêts immédiats et à long terme des masses qu'il se détermine.

Il n'existe pas à Cuba de bureaucratie cristallisée en tant que couche sociale privilégiée ayant ses intérêts propres, antagoniques à ceux du prolétariat. Une telle bureaucratie est au pouvoir dans un État ouvrier "bureaucratiquement dégénéré" comme l'Union soviétique et c'est contre les pouvoirs et les privilèges d'une bureaucratie semblable que sont mobilisés les travailleurs polonais.

A ce propos, on imagine mal les responsables et les complices des massacres des ouvriers de Gdansk, en 1970, organisant des milices et faire en sorte que la majorité des travailleurs polonais soit armée, comme le fait actuellement la direction castriste.

UN PROCESSUS NON INÉLUCTABLE

Pour cet ensemble de raisons il faut, à propos de Cuba, parler de "déformations bureaucratiques".

L'approfondissement de ces déformations, leur transformation qualitative en un processus de dégénérescence n'est pas inéluctable.

Il ne s'agit pourtant pas de sous-estimer des facteurs autres que l'héritage du sous-développement, opérant eux aussi dans le sens d'une tendance accrue à la bureaucratisation.

Doivent être rappelés ici certains des aspects de la "réforme économique", liés à la mise en place du "nouveau système de direction et de planification".

L'ensemble des liens avec l'Union soviétique sont un autre facteur. On a souvent tendance à les ramener au seul lien économique : à l'arrivée quotidienne du pétrolier sovié-

tique dans l'un des ports de l'île, ou aux énormes quantités de sucre achetées sur la base d'un prix favorable, fixé suivant des critères indépendants des fluctuations du marché mondial; aux prêts à long terme et à très bas taux d'intérêt, ou aux dons de matériel militaire.

Mais c'est à de nombreux autres niveaux que les liens bilatéraux sont tissés : politique, scientifique, culturel, sportif, technique... Et ils le sont avant tout avec cette couche de cadres intermédiaires que la bureaucratie soviétique ne peut manquer d'influencer en leur proposant, par-delà les différences de situation, ses valeurs, ses méthodes et ses conceptions. Le domaine où cette influence de la bureaucratie soviétique s'exerce avec les plus graves conséquences potentielles est celui de l'enseignement : d'ores et déjà les sciences sociales, la philosophie, l'économie, le "marxisme-léninisme" sont enseignés pour des générations entières d'élèves et d'étudiants cubains sur la base de manuels soviétiques ou inspirés par des écrits soviétiques.

LA RÉORGANISATION DÉMOCRATIQUE

"Le pire de nos ennemis ne pouvait nous faire plus de tort", n'hésitera pas à déclarer Fidel Castro dans son rapport au Second Congrès du PC en conclusion de sa dénonciation des "*vices de quelques-uns*" citée plus haut.

On ne peut douter, après de tels propos, de la conviction qu'ont les dirigeants cubains de l'importance de ce type de problèmes pour le futur de la révolution. D'autant qu'il ajoutera : "*Était-ce donc que notre révolution sombrerait dans la dégénérescence aux portes mêmes de notre ennemi impérialiste ? Serait-ce une loi inexorable pour toute révolution au pouvoir ?*". Mais ils voient là, essentiellement, un ensemble d'attitudes et de comportements personnels individuels, ce qu'ils dénoncent comme étant du "bureaucratisme". Et jamais, depuis de nombreuses années, ils n'ont analysé ce phénomène comme ils l'avaient fait correctement dans les débuts de la révolution : comme un phénomène social.

La lutte contre les tendances à la bureaucratisation, phénomène social, n'est autre que la lutte pour le renforcement et la défense de la révolution.

Elle passe par la mobilisation des masses dans le cadre d'un véritable pouvoir ouvrier qui, à partir d'une transformation et d'une extension des actuelles structures du pouvoir populaire, garantirait une gestion démocratique du plan, une participation effective des masses à tous les niveaux de décision, et pas seulement au niveau social.

Cela implique que soit préalablement reconnue et organisée la liberté d'expression et d'organisation au sein, et hors du Parti communiste cubain.

Une telle "réorganisation démocratique" donnerait une impulsion considérable à la construction d'une société socialiste. Puisant sa force dans la mobilisation des masses cubaines, mais s'appuyant aussi sur les développements révolutionnaires d'autres pays latino-américains, elle constituerait, en retour, une nouvelle et décisive contribution des révolutionnaires cubains à la libération du continent. Elle les renforcerait face à tous leurs ennemis, face à leurs faux amis.

Le véritable combat pour la défense de la révolution cubaine, une tâche permanente des marxistes révolutionnaires, passe aussi par la revendication d'une semblable réorganisation. Cuba si !...

J.-P. Beauvais

l'événement

D'abord l'intox

Au mois d'octobre, la presse américaine s'est lancée encore plus intensivement dans cette campagne contre les forces du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) au Salvador, contre le Nicaragua et contre l'Etat ouvrier cubain. Tout a commencé par un article du *Washington Post* du 19 octobre, dans lequel des journalistes aux ordres affirmaient sans l'ombre d'une preuve que Cuba préparait "une force spéciale de 500 à 600 hommes aujourd'hui au Nicaragua pour occuper, sans possibilité de résistance militaire, le tiers oriental du Salvador, y établir un gouvernement communiste pro-soviétique et l'utiliser pour obtenir un soutien international au prétendu Front démocratique révolutionnaire (FDR)". Savamment orchestrée, cette campagne fut reprise assez méthodiquement par toute la presse américaine.

Début novembre, le *New York Times*, citant des "responsables haut placés" dans l'administration Reagan, précise que Alexander Haig aurait demandé au Pentagone d'examiner d'éventuelles actions militaires de représailles contre Cuba et le Nicaragua. Le *Monde* du 7 novembre affirme que, parmi celles-ci, figureraient "une démonstration de force de l'aviation américaine, des exercices navals, un blocus, ainsi qu'une invasion par des forces américaines et éventuellement latino-américaines".

A la suite de l'échec partiel de l'offensive du FMLN en janvier dernier, les Etats-Unis pensaient bien réussir à retourner militairement la situation au Salvador en faveur de la Junte militaire et démocrate-chrétienne de Napoleon Duarte. Des documents opportunément rapportés de San Salvador par un émissaire américain et prétendument "saisis" à la guérilla allaient servir de toile de fond à la première offensive idéologique et diplomatique de l'ère Reagan autour du *Livre blanc* sur les "ingérences soviético-cubaines au Salvador".

Toutefois, la baudruche s'est vite dégonflée, le *Livre blanc* révélant à l'étude qu'il n'était qu'un tissu de falsifications maladroites.

Puis les mesures concrètes

Il n'en fut pas moins le soubassement idéologique de mesures concrètes de rétorsion contre le Nicaragua (suppression de l'aide alimentaire prévue), de pressions contre Grenade (demande à la Communauté européenne (CEE) de refuser le financement de l'aéroport international construit par Cuba dans cette petite île de la Caraïbe), de menaces militaires contre Cuba et tous les peuples de la Caraïbe (manoeuvres militaires *Readex L 81* en février et manoeuvres groupant des effectifs nord-américains, vénézuéliens, britanniques et brésiliens, *Caribs OP 81*, dont le thème était de simuler "un débarquement sans opposition dans un pays"), et d'aide accrue aux dictatures centro-américaines et aux pays "amis" de la Caraïbe (le Fonds monétaire international (FMI) accordera ainsi à Edward Seaga de la Jamaïque les prêts refusés à son prédécesseur, Michael Manley).

Les initiatives belliqueuses américaines vont alors prendre corps à partir de l'été dernier à la suite de trois événements : les développements de la révolution nicaraguayenne exprimés dans les mesures adoptées le 19 juillet, l'évolution défavorable à la Junte salvadorienne de la situation militaire dans ce pays et le renforcement des positions des organisations révolutionnaires au Guatemala.

Au Nicaragua, l'année 1981

L'été dernier, l'administration Reagan réactivait sa propagande contre Cuba et le Nicaragua. Fin août, le général Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain, accusait la guérilla salvadorienne d'avoir "changé de tactique" et de développer des actions "terroristes" grâce à l'aide cubaine et à des fonds dispensés par l'Union soviétique. D'après Alexander Haig, cela donnait aux Etats-Unis "l'obligation" d'aider la Junte salvadorienne aussi longtemps que cette "assistance extérieure" se poursuivrait. Le 31 août, l'*International Herald Tribune* rapportait que le secrétaire d'Etat américain aurait aussi affirmé que son gouvernement "était en train d'envisager des moyens de s'opposer à Cuba mais qu'il était 'prématuré' de les révéler".

Amérique centrale et Caraïbe :

ARRÊTONS LE BRAS CRIMINEL DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN



Dans les marais de Floride, les mercenaires cubains et nicaraguayens de la contre-révolution s'entraînent grâce à l'appui de l'Oncle Sam.

avait été baptisée "Année de la Défense et de la Production". La lutte des classes s'aiguissant sous l'effet des menaces impérialistes et des dictatures de la région, le 27 janvier, le Front sandiniste de libération (FSLN) affirmait : "Etant donné les circonstances présentes, l'intégration de tout le peuple dans les Milices populaires sandinistes (MPS) est une tâche à mettre à exécution immédiatement... 'Tout le peuple dans les Milices' doit être le slogan à l'ordre du jour". La mobilisation populaire impulsée par le FSLN pour contrecarrer les diverses manoeuvres de la bourgeoisie s'est amplifiée. Face aux menées contre-révolutionnaires des dirigeants bourgeois et au boycott économique des patrons, les mesures adoptées le 19 juillet aboutissent à une accentuation de la polarisation de classes. Les opérations militaires coups de poings lancées depuis le Honduras se multiplient. Des milliers d'ex-gardes nationaux somozistes sont entraînés par les services américains aux Etats-Unis et en Amérique centrale.

Le test salvadorien

Au Salvador, à la même époque, les forces du FMLN réussis-

sent à détruire de nombreux objectifs économiques stratégiques (des pilônes électriques privant le pays d'électricité, les ponts d'Or et de Istagua). Ces actions coordonnées ralentissent les capacités de riposte de l'armée gouvernementale, entre autres dans les régions d'Usulután, de Cuscatlán et de Chalatenango.

Ces événements semblent marquer un tournant dans la situation régionale en ce sens qu'ils contribuent à pousser l'impérialisme américain à accélérer ses préparatifs contre-révolutionnaires. En effet, pour les Etats-Unis, leurs positions ne peuvent que se dégrader si un nouveau pas n'est pas franchi dans leur attaque contre les peuples d'Amérique centrale. En juillet 1981, l'ambassadeur américain à San Salvador, Deane Hinton, reconnaissait qu'il "n'y a pas de signes que l'un ou l'autre côté puisse obtenir une victoire décisive" au Salvador (*The Guardian*, 11 juillet 1981). C'était déjà un aveu de faiblesse lorsque l'on sait que la dictature salvadorienne a englouti cette année 35,5 millions de dollars d'aide militaire, 144 millions d'aide économique et reçu officiellement l'assistance de 54 conseillers américains (plusieurs centaines en réalité).

En octobre, le *Times* de Londres affirmait que les pertes des forces gouvernementales s'élevaient à 10 0/0 par an en tués ou blessés et que les forces salvadoriennes auraient ainsi perdu à la fin de cette année la moitié des effectifs recrutés durant l'année passée. De plus, la décision du commandement militaire de transférer les instructeurs dans des unités combattantes diminue d'autant la qualité de la formation militaire des nouvelles recrues.

Les préparatifs militaires

Dès lors, les USA ont accéléré la remise en route du CONDECA (Conseil de défense centro-américain). Les 12 et 13 août, le général-président hondurien Policarpo Paz García reçoit tour à tour les représentants des dictatures du Guatemala et du Salvador pour débattre de la mise en place d'une force d'intervention rapide commune, dont le noyau pourrait être constitué par la brigade d'élite *Atlatl* formée au Salvador par les instructeurs américains.

Parallèlement, en octobre, avaient lieu des manoeuvres conjointes Honduras - marine américaine qui étaient les premières dans la région depuis celles de

1976 au Nicaragua de Somoza. Loin d'être un entraînement de routine, ces manoeuvres intitulées *Oeil de Faucon* étaient supervisées par l'ex-colonel américain Samuel P. Dickens, envoyé spécial de Ronald Reagan et membre du Conseil inter-américain de sécurité. Ce dernier, qui considère que le CONDECA est une idée "fabuleuse" devait déclarer que les manoeuvres *Oeil de Faucon* sont "un moyen de montrer aux pays d'Amérique centrale que les Etats-Unis seront derrière eux dans le cas où ils seraient attaqués par Cuba ou le Nicaragua". Le 9 octobre, le colonel Guillermo García, ministre de la Défense du Salvador, affirmait de son côté que le Salvador se préparait à prendre des mesures drastiques pour s'opposer au "super-interventionnisme" du Nicaragua...

Une intervention imminente

Ainsi, en ce mois de novembre 1981, la volonté impérialiste d'éviter la chute de la dictature salvadorienne agonisante et ses effets cumulatifs à l'échelle de la région, de frapper la révolution sandiniste et de mater l'Etat ouvrier cubain une fois pour toutes, prend toute sa dimension contre-révolutionnaire à travers les plans d'intervention élaborés par Washington. Déjà s'organisent de vastes provocations sous la forme de manoeuvres navales regroupant plus de quarante navires de guerre dans la Caraïbe.

Il serait erroné de prendre tout cela à la légère. L'impérialisme US a déjà, par le passé, du Guatemala au Vietnam en passant par Saint-Domingue, montré qu'il n'hésitait pas à intervenir directement contre des processus révolutionnaires ou pour rétablir des dictatures à sa botte. C'est donc à juste titre que les dirigeants nicaraguayens et cubains ont vigoureusement réagi.

Au Nicaragua, l'armée a été placée en "état d'alerte maximum" et les masses populaires sont préparées depuis plusieurs semaines à l'éventualité d'une agression impérialiste.

A La Havane, l'heure est aussi à la mobilisation. Dès le 24 octobre, le gouvernement cubain avait "dénoncé énergiquement le dernier gros mensonge échafaudé aux Etats-Unis concernant Cuba" et adressé une mise en demeure officielle au général américain Alexander Haig. Dans une interview au *Monde* des 8 et 9 novembre, le ministre cubain de la Culture, Armando Hart, affirmait : "Nous nous préparons à résister à une intervention armée américaine".

Le gouvernement cubain a mis ses forces armées en état d'alerte depuis le 31 octobre. Des réservistes ont été rappelés, les milices territoriales mobilisées et des batteries anti-aériennes placées sur certains toits de La Havane.

Les journées internationales de solidarité prévues pour les 27 novembre 1981, 22 janvier 1982 et au mois de février 1982, appelées par la Ire Conférence internationale des comités de solidarité avec le Salvador, doivent être l'occasion de puissantes mobilisations à travers le monde contre l'intervention impérialiste en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

Mais, pour réussir à arrêter le bras criminel des stratèges de Washington, il faut construire un puissant mouvement permanent de mobilisation, un véritable front anti-interventionniste à l'échelle internationale. C'est à ce prix et à celui de l'intense mobilisation des masses populaires de Cuba, du Nicaragua, de Grenade, du Salvador... que les Etats-Unis pourront être contraints de rengainer leur panoplie guerrière.

Vincent Kermel